

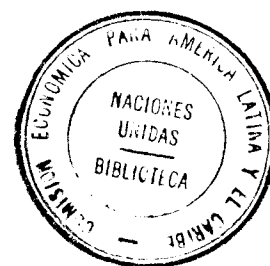
NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.
GENERALE
LC/G.1562
LC/CAR/G.263
27 septembre 1989
FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES



RAPPORT DE LA ONZIEME SESSION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT
ET DE COOPERATION DES CARAIBES

(St. Croix, îles Vierges américaines,
18-22 novembre 1988)

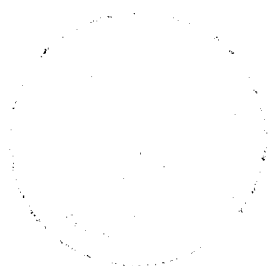


TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
Section I: RESUME DES DECISIONS ET DES RECOMMANDATIONS	1-37	1
Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1987-1988 (Point 6 de l'ordre du jour)	1-25	1
Programme de soutien à l'intention des petits pays insulaires en développement (Résolution No. 18 (IX)) (Point 7 de l'ordre du jour)	26-27	5
Suite donnée aux résolutions du CDCC, de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC (Point 8 de l'ordre du jour)	28	5
Programme de travail du CDCC pour la deuxième période de l'exercice biennal 1988-1990 (Point 9 de l'ordre du jour)	29	6
Rôle et fonctionnement du CDCC (Point 10 de l'ordre du jour)	30-31	6
Programme de travail du bureau sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC pour l'exercice biennal 1990-1991 tel qu'il a été présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies (Point 11 de l'ordre du jour)	32	6
Plan à moyen terme des Nations Unies (1990-1995) (Point 12 de l'ordre du jour)	33	7
Questions diverses (Point 13 de l'ordre du jour) ..	34-35	7
Lieu et date de la douzième session du CDCC (Point 14 de l'ordre du jour)	36	7
Examen et adoption du rapport (Point 15 de l'ordre du jour)	37	7
Section II: ORGANISATION DES TRAVAUX	38-53	8
Participants	39-42	8
Séance inaugurale (Point 1 de l'ordre du jour)	43	9
Élection du bureau (Point 2 de l'ordre du jour) ...	44-45	9
Admission d'Aruba (Point 5 de l'ordre du jour)	46-48	9
Allocutions (Point 3 de l'ordre du jour)	49-51	10
Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 4 de l'ordre du jour)	52	11
Examen et adoption du rapport (Point 15 de l'ordre du jour)	53	11



	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
Section III: RELATION DES TRAVAUX	54-183	12
Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1987-1988 (Point 6 de l'ordre du jour)	54-155	12
Programme de soutien à l'intention des petits pays insulaires (Résolution No. 18 (XI)) (Point 7 de l'ordre du jour)	156-165	28
Suite donnée aux résolutions du CDCC, de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC (Point 8 de l'ordre du jour)	166-170	30
Programme de travail du CDCC pour la seconde période de l'exercice biennal 1988-1989 (Point 9 de l'ordre du jour)	171	31
Rôle et fonctions du CDCC (Point 10 de l'ordre du jour)	172-175	32
Programme de travail du siège sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC pour l'exercice biennal 1990-1991 tel qu'il a été présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies (Point 11 de l'ordre du jour)	176	33
Plan à moyen terme des Nations Unies (1990-1995) (Point 12 de l'ordre du jour)	177	33
Questions diverses (Point 13 de l'ordre du jour) ..	178-181	33
Lieu et date de la douzième session du CDCC (Point 14 de l'ordre du jour)	182	34
Examen et adoption du rapport (Point 15 de l'ordre du jour)	183	34
Section IV: RESOLUTIONS APPROUVEES	-	35
22(XI) Soutien à Haïti et à la République dominicaine	-	35
23(XI) Politiques concernant les déchets toxiques dans l'environnement	-	36
24(XI) Programme d'aide aux petits pays insulaires en développement	-	37
25(XI) Admission d'Aruba en qualité de membre associé du CDCC	-	39
26(XI) Rôle et fonctionnement du CDCC	-	40

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
Annexe I - LISTE DES PARTICIPANTS	-	41
Annexe II - ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. SAHADEO BASDEO, MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL DE LA TRINITE-ET-TOBAGO ET PRESIDENT SORTANT DU COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES (CDCC), A LA ONZIEME SESSION	-	46
Annexe III - ALLOCUTION DE M. GERT ROSENTHAL, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEPALC, A LA ONZIEME SESSION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES (CDCC)	-	51
Annexe IV - LISTE DES DOCUMENTS	-	57
Annexe V - LISTE DES SIGLES UTILISES DANS CE DOCUMENT	-	59

Section I

RESUME DES DECISIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1987-1988 (Point 6 de l'ordre du jour)

Coopération en matière d'information

1. Le Comité a remercié la délégation des Antilles néerlandaises de l'offre de ce pays visant à servir d'hôte au séminaire régional sur l'information concernant les brevets et le transfert de technologie, qui serait tenu au Centre de commerce international récemment créé à Curaçao.
2. Il a été convenu de faire plus largement appel aux centres nationaux de diffusion afin de garantir la divulgation du Current awareness bulletin à tous les utilisateurs intéressés.
3. Le Comité a fait remarquer que le secrétariat devra en 1989, s'attacher à promouvoir la commercialisation des ressources et des services en matière d'information et à renforcer la capacité régionale d'appliquer les nouvelles techniques d'information.

Banque des données statistiques et services y afférant

4. En ce qui concerne l'Economic Survey pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Comité a signalé que le format de la section consacrée aux Caraïbes de langue anglaise avait été modifié et que les activités d'étude comprendraient désormais: d'une part, une évaluation annuelle de la situation économique sur une période de dix ans dans laquelle, chaque année, un sujet présentant un intérêt particulier, serait étudié de façon plus approfondie et l'élaboration d'une étude à plus court terme des résultats économiques globaux, qui serait publiée tous les deux ans.
5. Quant à l'avenir de la coopération entre le CDCC/ILPES, le poste correspondant étant devenu vacant, il a été fait remarquer que l'on cherchait actuellement un fonctionnaire adéquat, dans la mesure du possible, un ressortissant des Caraïbes, pour remplir ces fonctions.

Science et technique

6. Le Comité a demandé au secrétariat d'organiser une série de consultations nationales afin de favoriser la prise de conscience quant au rôle de la science et de la technique, à la divulgation de l'information en cette matière et à la mise sur pied d'institutions qui s'occuperaient de cette question.

7. Le Comité a approuvé un certain nombre de projets, notamment sur la production de nourriture et d'aliments pour animaux, la convocation d'une réunion de représentants d'organismes s'occupant de la science et de la technique afin d'élaborer un projet de programme, et la réalisation de plans de CTPD ainsi que des séminaires régionaux en matière de biotechnologie. On a également remarqué que plusieurs projets n'avaient pas pu être exécutés et avaient dû être reportés au programme de travail 1989-1990, le fonctionnaire responsable de la science et de la technique ayant dû assumer d'autres fonctions au sein du secrétariat. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a réitéré que son pays était en faveur de la mise sur pied d'un secrétariat permanent du CCST et du rétablissement du poste P5 pour le diriger.

8. Il a été recommandé de maintenir les arrangements administratifs actuels d'assistance au CCST, étant donné que toute modification se traduirait par une aggravation du fardeau financier des Etats membres dont certains étaient déjà en retard de paiement dans leurs contributions au CCST.

Secteur agricole

9. Le Comité a convenu que les activités menées dans le secteur agricole devaient être limitées à la promotion de la CTPD ainsi qu'aux mesures adoptées conjointement avec les organismes concernés, en particulier en ce qui concerne les aspects liés au développement agricole susceptibles de contribuer au développement économique et social global.

Barrières linguistiques

10. Le Comité a signalé que les activités menées en matière de discours créole pouvaient être étendues aux autres pays des Caraïbes parlant le créole français et que de nouveaux sujets tels que l'agriculture, la santé, les sciences politiques et la sociologie pouvaient s'ajouter aux questions déjà traitées.

11. Certains représentants ont exprimé des réserves quant à la juxtaposition du projet sur les traditions orales et d'histoire orale et celui de mise sur pied d'un musée. Il a été fait remarquer que des programmes concernant l'histoire orale étaient déjà en cours d'exécution au sein de l'Université des Indes occidentales et que le secrétariat de la CARICOM était responsable de la mise en oeuvre du projet sur la création d'un musée. Il a donc été recommandé au secrétariat du CDCC de suspendre ses activités dans ces deux domaines du programme de travail du secteur social.

Intégration de la femme au développement

12. Il a été convenu de mener une étude d'experts nationaux dans les Antilles néerlandaises sur la nature des produits transitant par ce pays dans le cadre du commerce informel.

13. Le Comité s'est montré vivement intéressé par la proposition du secrétariat visant à participer à l'élaboration de données de base en ligne sur les industries à vocation exportatrice et sur le rôle des femmes au sein de ces industries.

Démographie

14. Le Comité a mentionné, au titre des activités à entreprendre au cours de la prochaine période, la formation en matière de théorie et de méthodes d'analyse économique et démographique et de mise en oeuvre des politiques démographiques, la création du groupe de la population et de conseils nationaux sur la population, la réalisation d'une étude globale sur la population et le développement, la mise sur pied d'une banque de données socio-démographiques et d'un système d'information sur la population, l'élaboration d'estimations inter- et post-censitaires pour les pays des Caraïbes; la recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur (REDATAM); l'examen approfondi de recensements, l'élaboration de projections démographiques et la publication du Digest of socio-demographic statistics for Caribbean countries.

15. Le Comité a manifesté son soutien au programme de démographie et a prié le secrétariat de poursuivre les travaux importants qu'il accomplit dans le domaine de la population.

Commerce international et financement

16. Le Comité s'est prononcé en faveur du commerce compensé, en tant que mécanisme susceptible de résoudre les problèmes que posent des échanges avec l'extérieur et de favoriser le commerce régional. Certains participants ont suggéré que le secrétariat effectue les démarches correspondantes auprès des Etats membres afin qu'ils adoptent une législation susceptible de favoriser le commerce compensé dans la région.

17. Il a été également demandé au secrétariat d'établir un rapport sur les effets de l'évolution récente des échanges internationaux ainsi que sur les possibilités de favoriser ces échanges.

Ressources naturelles

18. Les participants ont demandé au secrétariat de suivre de près la situation actuelle dans les trois domaines suivants: le déversement de substances toxiques dans les Caraïbes; la construction dans un Etat membre du CDCC d'installations nucléaires destinées à la production d'électricité, et le rapport entre environnement et santé publique.

19. Certains participants ont fait part de leur préoccupation face au problème de déboisement observé dans la région. Il a été demandé au secrétariat de solliciter l'assistance de la FAO dans ce domaine, en particulier dans le cas d'Haiti.

20. Le Comité a souligné le besoin de renforcer la coopération interinstitutions en matière de ressources naturelles dans le cadre du programme de travail du secrétariat et notamment du PNUE en Jamaïque, du bureau du PNUE au Mexique et de l'OMI afin de faire un usage plus rationnel de ces ressources.

Autres activités du secrétariat

21. Le secrétariat demandera aux pays dotés de centres spécialisés d'apporter leur concours au CDCC en fournissant une assistance spécialisée et des cours de formation à d'autres pays membres, dans les domaines où il a été impossible, pour ces derniers, d'obtenir des ressources d'institutions donatrices.

22. Le Comité a fait remarquer que deux nouveaux domaines seraient ajoutés au programme de travail: à savoir, en premier lieu, un examen plus approfondi de la mise en valeur des ressources de la mer, en collaboration avec le Secrétariat de l'Autorité internationale des fonds marins et plusieurs organisations canadiennes; en deuxième lieu, on explorerait la possibilité de travailler en plus étroite collaboration avec certaines organisations des pays métropolitains pour étudier de plus près la diaspora des Caraïbes. Le secrétariat a été chargé d'envisager l'établissement éventuel de relations avec d'autres institutions dans les activités liées aux Caraïbes, et de mettre au point des mécanismes permettant de tirer parti des compétences techniques d'experts nationaux résidant à l'étranger par le biais du transfert des connaissances par l'intermédiaire des ressortissants nationaux expatriés (TOKTEN).

23. Le Comité a mis en relief les travaux exécutés par le secrétariat en faveur de l'intégration de l'OECO, tout en faisant remarquer que les pays membres ne disposaient pas de l'information suffisante en matière de CTPD; on pourrait, par exemple, inclure dans le Current awareness bulletin un chapitre contenant une liste des activités de CTPD disponibles dans les Caraïbes.

24. Le Comité a reconnu le rôle important que peut jouer le secrétariat dans la promotion des relations entre l'Amérique latine et les Caraïbes et a attiré l'attention sur le fait que la CNUCED est également en mesure de contribuer à ce même objectif. Il existe en effet un programme de la CNUCED visant à développer les échanges commerciaux moyennant un système d'information sur les barrières commerciales qui entravent les échanges de produits. Ce programme pourrait servir de base dans la définition des relations commerciales au sein des Caraïbes et de l'Amérique latine. Les activités de la CNUCED portent également sur le système global de préférences commerciales qui implique la négociation de concessions commerciales entre pays en développement. Ces activités pourraient également constituer un point de départ afin de déterminer les possibilités de négociation de concessions commerciales entre les Caraïbes et l'Amérique latine.

25. Il a également été pris note du fait que le secrétariat s'efforçait de répondre aux besoins des pays en matière de CTPD sans que cela implique un fardeau pour les pays demandeurs. On a fait remarquer qu'il existait un point de rayonnement dans chaque pays pour la divulgation des informations en matière de coopération technique et entre pays en développement mais que les gouvernements tardaient beaucoup à répondre aux demandes. Par conséquent, il a été demandé aux Etats membres d'envoyer au plus tôt leur réponse concernant leurs besoins et les contributions qu'ils sont disposés à apporter à ce processus.

Programme de soutien à l'intention des petits pays insulaires
en développement (Résolution No. 18 (IX))
(Point 7 de l'ordre du jour)

26. Le Comité a demandé au secrétariat de solliciter l'aide de la CNUCED dans la recherche de sources de contribution pour le fonds commun sur les petits pays insulaires, d'élaborer des données statistiques sur l'apport des services à l'économie de ces pays, de prêter assistance à ces pays, notamment en ce qui concerne les négociations sur le commerce multinational et le commerce des produits de base. Il a également été recommandé de demander au Secrétaire général de mettre sur pied, au sein de l'Organisation des Nations Unies, un groupe spécial interinstitutions chargé de coordonner des programmes menés par diverses institutions en ce qui concerne les problèmes propres aux petits pays insulaires en développement.

27. Le Comité a souligné l'importance du rôle joué par les commissions régionales dans ce domaine à l'occasion d'une réunion spéciale convoquée par l'Assemblée générale de représentants des petits pays insulaires au cours de laquelle ils pourront faire part aux différentes institutions spécialisées des priorités de ces pays sur les plans national et régional. Il a également été suggéré que les documents soumis à cette session du CDCC soient présentés à la réunion en question, accompagnés d'une recommandation selon laquelle le CDCC pourrait servir de centre de convergence dans la mise en oeuvre des activités dans ce domaine.

Suite donnée aux résolutions du CDCC, de la CEPALC et
d'autres organismes des Nations Unies ayant
des conséquences pour le CDCC
(Point 8 de l'ordre du jour)

28. Il a été pris note des suites données aux résolutions prévues à ce point de l'ordre du jour et il a été convenu que le Comité étudierait la résolution 41/211 concernant le nombre de postes au sein de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les résolutions 42/413 et 42/447 dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour.

Programme de travail du CDCC pour la deuxième période
de l'exercice biennal 1988-1990
 (Point 9 de l'ordre du jour)

29. A l'ouverture des débats sur le point 6 de l'ordre du jour, le Comité est convenu que ce point 9 de l'ordre du jour serait envisagé conjointement avec le point 6. Il a également été pris note du fait que les activités qui avaient été reportées ont été reprises dans le programme de l'année suivante.

Rôle et fonctionnement du CDCC
 (Point 10 de l'ordre du jour)

30. Il a été convenu que, le CDCC étant essentiellement un comité gouvernemental dont l'une des responsabilités était de résoudre tout problème de type organisationnel qu'il pourrait détenter, il serait souhaitable d'adopter une résolution basée sur le discours d'ouverture prononcé par le Ministre des relations extérieures de la Trinité-et-Tobago, en sa qualité de président du comité permanent des ministres des affaires étrangères de la CARICOM.

31. Il a également été accordé de consentir un effort spécial pour redynamiser le CDCC et réorienter ses principaux objectifs, à savoir, son rôle de coordination et de coopération. Il fallait, pour ce faire, réduire la portée du programme actuel, le secrétariat ne possédant ni les capacités internes ni les ressources nécessaires pour réaliser un aussi vaste éventail d'activités et vu, également, le risque de superposition de ces efforts par rapport à ceux déployés par d'autres institutions. Il convient également de prendre les dispositions pertinentes pour garantir que les changements requis soient effectivement opérés.

Programme de travail du bureau sous-régional pour les Caraïbes
de la CEPALC pour l'exercice biennal 1990-1991 tel
qu'il a été présenté à l'Assemblée générale
des Nations Unies
 (Point 11 de l'ordre du jour)

32. Le Comité a pris note du programme de travail pour la période biennale 1990-1991, ainsi que du plan à moyen terme (1990-1995) et des observations formulées par le secrétariat sur la poursuite de certaines activités dans différents domaines pour lesquels aucun poste spécifique n'avait été alloué. Le secrétariat n'étant pas en mesure de réaliser des tâches de haute technicité dans certains domaines et à la lumière des fortes contraintes en matière de personnel, il serait souhaitable que ces activités soient confiées aux institutions spécialisées pertinentes.

Plan à moyen terme des Nations Unies (1990-1995)
(Point 12 de l'ordre du jour)

33. Dans sa présentation de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a attiré l'attention des participants sur la possibilité de donner une plus grande souplesse au niveau de sa mise en oeuvre.

Questions diverses
(Point 13 de l'ordre du jour)

34. Les représentants d'Haïti et de la République dominicaine ont souligné l'importance des activités menées par le secrétariat en faveur de la coopération économique entre les pays en développement et ont présenté une résolution dans laquelle le CDCC décide d'accorder une attention particulière à la coopération technique entre, d'une part, la République dominicaine et Haïti et, d'autre part, les pays en développement membres du CDCC. Aux termes de cette même résolution, le CDCC décide également de travailler en coordination avec les organismes pertinents afin que ceux-ci prêtent leur assistance à certains projets socio-économiques prioritaires en République dominicaine et à Haïti et demande à ces pays membres d'appuyer la volonté de la République dominicaine et d'Haïti de s'associer au groupe ACP.

35. Le Comité est convenu d'aborder, lors de la phase technique de la douzième session, tous les aspects liés à l'exécution du programme de travail et d'y élaborer un rapport qui sera ensuite approuvé à l'échelon ministériel, étant bien entendu que les ministres pourront aborder d'autres questions qu'ils jugeront pertinentes telles que les problèmes des effets de la crise économique sur le développement social et économique des pays des Caraïbes. Le secrétariat préparera, à cet effet, un document de travail susceptible de servir de base aux débats à l'échelon ministériel.

Lieu et date de la douzième session du CDCC
(Point 14 de l'ordre du jour)

36. Le Comité a remercié la délégation des Antilles néerlandaises d'avoir offert son pays comme siège de la douzième session, qui aurait lieu à Curaçao en 1989. Le secrétariat devra entrer en contact avec les gouvernements respectifs afin de fixer la date de cette session, à la lumière du programme de réunions déjà très chargé des Etats membres.

Examen et adoption du rapport
(Point 15 de l'ordre du jour)

37. Le Comité a adopté le rapport en confiant au secrétariat la responsabilité d'élaborer la version finale et de l'envoyer aux Etats membres afin que ceux-ci puissent faire parvenir leur réponse dans un délai de 30 jours.

Section II

ORGANISATION DES TRAVAUX

38. La onzième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDOC) s'est déroulée, au niveau technique, à Christiansted, St. Croix, îles Vierges américaines, les 18 et 19 novembre 1988, et les 21 et 22 novembre 1988 au niveau ministériel.

Participants 1/

39. Etaient présents à cette réunion des représentants des Etats membres du Comité suivants: Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Cuba, Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine, Saint Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie et la Trinité-et-Tobago. Etaient également représentés en leur qualité de membres associés: Aruba, les Antilles néerlandaises, les îles Vierges britanniques et les îles Vierges américaines. Anguila et les îles Turques et Caïques y ont pris part en qualité d'observateurs.

40. Etaient également présents les représentants des organismes de l'Organisation des Nations Unies suivants: le Département des affaires politiques, de la coopération régionale, de la tutelle et de la décolonisation des Nations Unies, et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

41. Plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies étaient également représentées: Organisation internationale du travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation maritime internationale (OMI) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

42. Des représentants des organisations intergouvernementales suivantes étaient également présents à la réunion: le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des Etats des Caraïbes Orientales (OEEO).

1/ Voir annexe I.

Séance inaugurale
(Point 1 de l'ordre du jour)

43. Les personnalités suivantes sont intervenues lors de la séance inaugurale: M. Sadeo Basdeo, Ministre des Relations Extérieures et du Commerce International de la Trinité-et-Tobago;^{2/} Mme Maria Liberia-Peters, Premier Ministre des Antilles néerlandaises; et MM. Alexander Farrelly, Gouverneur des îles Vierges américaines, et Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).^{3/}

Élection du bureau
(Point 2 de l'ordre du jour)

44. Conformément à l'accord intervenu à la réunion préliminaire des chefs de délégation, le bureau a été élu comme suit:

<u>Président:</u>	M. Carlyle Corbin (îles Vierges américaines)
<u>Premier Vice-Président:</u>	M. Charles Flemming (Sainte-Lucie)
<u>Deuxième Vice-Président:</u>	Mme Lucita Moenir-Alam (Antilles néerlandaises)
<u>Rapporteur:</u>	M. Cordell Wilson (Jamaïque)

45. Conformément à l'usage établi, le bureau de la réunion ministérielle est composé de représentants des mêmes pays élus lors de la réunion technique, à savoir:

<u>Président:</u>	M. Alexander Farrelly (îles Vierges américaines)
<u>Premier Vice-Président:</u>	M. Charles Flemming (Sainte-Lucie)
<u>Deuxième Vice-Président:</u>	Mme Maria Liberia-Peters (Antilles néerlandaises)
<u>Rapporteur:</u>	M. Cordell Wilson (Jamaïque)

Admission d'Aruba
(Point 5 de l'ordre du jour)

46. Le Président a souhaité la bienvenue aux participants à la onzième réunion du CDCC et a invité la délégation d'Aruba à participer aux travaux de la réunion en sa qualité de membre associé.

^{2/} Voir annexe II.

^{3/} Voir annexe III.

47. Le représentant d'Aruba a expliqué, dans les grandes lignes, certaines politiques adoptées par son gouvernement dans le cadre du processus d'ajustement récemment effectué. Le représentant a signalé que, à l'instar des politiques adoptées sur le plan intérieur, la participation d'Aruba au sein du CDCC poursuivrait des objectifs précis. Son pays favorise l'établissement de contacts au sein des Caraïbes, à la lumière de l'importance de la coopération régionale dans le développement. Le représentant a ajouté que, le tourisme et l'investissement étranger présentant un grand intérêt pour tous les pays des Caraïbes, cette région ne pouvait pas courir le risque d'appliquer des politiques susceptibles de la transformer en zone de risque; dans le même temps, il était souhaitable de diversifier les économies des pays de la région et d'appuyer le programme destiné aux petits pays insulaires, tout en s'assurant de ne pas s'éloigner de l'objectif principal. Finalement, le représentant a mis l'accent sur le caractère universel du CDCC qui constitue une manifestation de sa force.

48. Au nom des pays membres de la CARICOM, des Antilles néerlandaises et des îles Vierges britanniques, le représentant de la Trinité-et-Tobago a pris la parole pour souhaiter la bienvenue à Aruba.

Allocutions

(Point 3 de l'ordre du jour)

49. Le représentant d'Haïti s'est référé à l'évolution politique récente de son pays, et en particulier à la mise sur pied d'un collège électoral chargé d'organiser les élections. L'intégration et la coopération étant considérées comme les mécanismes les mieux à même de conduire à la relance économique, Haïti a adopté diverses mesures visant à renforcer les contacts avec les organismes et les organisations internationales. Néanmoins, le cadre le plus approprié pour cette coopération est celui des pays de la région pratiquant un respect mutuel. C'est pourquoi, dès sa création, Haïti a fourni son soutien au CDCC, et a servi d'hôte à la huitième session de ce Comité en 1984. Il a également signalé le rapprochement existant avec la République dominicaine ainsi que les efforts menés conjointement par ces deux pays pour participer à la Convention de Lomé avec les autres pays membres de l'ACP avec lesquels les unissent des racines culturelles communes, et les mêmes problèmes de développement et attentes de progrès. A cet égard, le représentant a fait appel au soutien des membres du CDCC, et notamment de ceux qui appartiennent au groupe ACP, afin qu'ils fassent preuve de bonne volonté à l'égard d'Haïti et appuient l'économie haïtienne.

50. Le représentant de Cuba a mis en relief les obstacles de type économique constamment rencontrés par la région, et en particulier sa vulnérabilité économique, la détérioration des termes de l'échange et la dépréciation des monnaies, ainsi que les souffrances généralisées qui résultent de l'aggression économique et militaire menée de l'extérieur pour tenter de semer la discorde entre les pays des Caraïbes. Il a insisté sur le fait que les mesures adoptées au sein du CDCC devraient favoriser tous les pays membres et qu'il fallait renforcer les liens avec le CELADE et la CARICOM. Pour ce faire, le secrétariat devrait faire preuve d'une grande souplesse et supprimer les entraves bureaucratiques. Il a réaffirmé la volonté de son pays de coopérer avec les autres pays de la région et a affirmé que la solidarité

était la meilleure défense des pays des Caraïbes et aussi la seule façon de résoudre leurs problèmes.

51. Le représentant de l'OMI a expliqué les différentes fonctions accomplies par son organisation, notamment en ce qui concerne l'assistance dans des domaines tels que la sécurité maritime et la prévention et la lutte contre la pollution des océans. Ce dernier aspect présente une importance particulière pour les pays du CDCC, dont la plupart vivent essentiellement du tourisme, lequel, à son tour, dépend, dans une large mesure, de l'existence de plages non polluées.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux 4/
(Point 4 de l'ordre du jour)

52. L'ordre du jour de la onzième session du CDCC a été adopté comme suit:

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Allocutions
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Admission d'Aruba
6. Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC: 1987-1988
7. Programme de soutien à l'intention des petits pays insulaires en développement (résolution No. 18 (IX))
8. Suite donnée aux résolutions du CDCC, et celles de la CEPALC, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC
9. Programme de travail du CDCC pour la deuxième période de l'exercice biennal 1988-1989
10. Rôle et fonctionnement du CDCC
11. Programme de travail du bureau sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC pour l'exercice biennal 1990-1991 tel qu'il a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies
12. Plan à moyen terme des Nations Unies (1990-1995)
13. Questions diverses
14. Lieu et date de la douzième session du CDCC
15. Examen et adoption du rapport.

Examen et adoption du rapport
(Point 15 de l'ordre du jour)

53. Le Comité a examiné et adopté le rapport consigné dans la section III de ce document ainsi que les résolutions reprises dans la section IV. Le secrétariat a été chargé de terminer le rapport et de l'envoyer aux pays membres pour que ces derniers envoient leur réponse dans un délai maximum de 30 jours.

4/ Voir la liste des documents contenue dans l'annexe IV de ce rapport.

Section III

RELATION DES TRAVAUX

Mise en oeuvre du programme de travail
du CDCC pour 1987-1988
 (Point 6 de l'ordre du jour)

54. Le Directeur du Bureau sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC a informé les participants à la réunion des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de travail. Il attira en particulier leur attention sur le document intitulé "Mise en oeuvre du programme de travail du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), 1987-1988" (IC/CAR/G.257), concernant le travail accompli entre octobre 1987 et octobre 1988. Le Directeur remarqua que le programme de travail, bien que défini en des termes sectoriels, faisait l'objet d'une mise en oeuvre sous un angle multisectoriel et interdisciplinaire. Il attira leur attention sur les multiples activités relatives à la coopération technique entre pays en développement qu'a entreprises le secrétariat.

55. Il mentionna diverses activités spécifiques menées par le secrétariat dans les domaines de l'information et de la documentation; des statistiques; des études et analyses économiques; des banques de données sur les projets; de la science et la technique; de l'abolition des barrières linguistiques; de la coordination dans la planification; de l'agriculture; du secteur social, y compris l'intégration des femmes au développement; du commerce et des finances sur le plan international; de la démographie et des ressources naturelles.

Coopération technique entre pays des Caraïbes

Coopération dans le domaine de l'information

56. Le programme de travail du Centre de documentation des Caraïbes (CDC) a fait l'objet d'une présentation. Outre le fait de fournir au secrétariat des données informatives utiles à la mise en oeuvre de son programme de travail, ce Centre a constamment poursuivi ses efforts en vue de mettre sur pied dans la région un réseau efficace, informatisé et connecté de stockage et recherche de l'information dans plusieurs domaines touchant au développement économique et social. Le secrétariat espère être en mesure de développer ces

services en mettant en ligne la banque de données statistiques et autres bases de données.

57. Les progrès effectués par le Service d'information et de documentation sur les brevets furent mis en valeur et la contribution à ses travaux des gouvernements membres du CDCC, du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), du Bureau canadien des brevets et de l'OMPI grandement appréciée. Les Etats membres furent conviés de façon urgente à apporter une plus large participation à ce programme d'information et de documentation sur les brevets au travers de leurs institutions nationales concernées, ce programme étant potentiellement capable d'apporter une large contribution au développement, en particulier en ce qui concerne leur développement industriel et les applications scientifiques et technologiques. Il fut également demandé que des copies des brevets accordés par les Etats membres soient envoyées au secrétariat, afin de tenir à jour la base de données de brevets des Caraïbes et d'y reporter ces documents sur microfilms.

58. Le représentant des Antilles néerlandaises a exprimé son soutien au programme sur l'information et a attiré l'attention des participants sur plusieurs structures institutionnelles récemment instituées afin d'établir des liens avec les sources d'information, surtout dans les domaines du commerce et du transport. Le secrétariat a vivement remercié cette délégation de sa proposition selon laquelle les Antilles néerlandaises souhaitaient servir d'hôte au séminaire régional sur l'Information relative aux brevets et sur le transfert de technologie qui doit se tenir au Centre de commerce international récemment créé, à Curaçao.

59. Le secrétariat a invité les pays membres à faire un plus grand usage des imprimés obtenus ainsi que des précieuses bases de données qui sont déjà gardées en ligne sur l'ordinateur de la CEPALC, et notamment à faire appel à LABORDOC, la base de données de la Bibliothèque de l'OIT à Genève. Le représentant de l'OIT exprima sa satisfaction de voir la coopération entre la CEPALC et l'OIT aboutir à cette réalisation. Il insista de nouveau sur l'importance de la base de données de l'OIT qui contient des informations utiles aux Caraïbes, notamment dans les domaines de la création de petites entreprises, de la sécurité sociale, de la formation professionnelle et de la santé. Le représentant de l'ONUDI a signalé qu'il était possible d'avoir accès aux informations relatives aux documents de l'ONUDI grâce aux sociétés nationales de développement industriel ou dans le bulletin mensuel de l'ONUDI. Il fut convenu de faire plus ample usage des centres de rayonnement nationaux afin d'assurer une large distribution du Current Awareness Bulletin aux usagers intéressés.

60. Le développement du Système d'information pour l'agriculture dans les Caraïbes (CAGRIS) a permis aux chercheurs et aux responsables de la planification de localiser rapidement les références des études déjà publiées portant sur l'agriculture dans les Caraïbes, ainsi que de mettre à jour les projets en cours dans la région. En 1989, le CAGRIS se propose d'instaurer un service régional de distribution de documents, des sessions de formation en cours d'emploi dans cinq pays, et des détachements de personnel dans cinq centres et d'une durée de deux semaines.

61. Le représentant du secrétariat a informé les délégués de la tenue à Port-of-Spain, en octobre 1988, de la séance d'ouverture du comité consultatif sur les Systèmes régionaux d'information, lequel a exposé un programme de travail sur trois ans prévoyant l'élaboration de lignes directrices en vue de la conception et la mise sur pied de réseaux d'information au niveau régional, la publication d'un répertoire de réseaux et de sources d'information de la région, la création et la mise à jour d'un registre de spécialistes des Caraïbes susceptibles de fournir une assistance technique dans le secteur de l'information, ainsi que la mise en oeuvre d'un programme de promotion du travail et des perspectives de ce comité.

62. Les activités du secrétariat en 1989 porteront essentiellement sur la promotion commerciale des ressources et services d'information qui ont déjà été mis au point et sur le renforcement des possibilités d'utilisation des nouvelles technologies d'information au sein de la région.

Banque de données statistiques et services y afférant

63. Le représentant du secrétariat a fait part au Comité de la modification de la présentation de l'étude économique traditionnelle des pays des Caraïbes, à la lumière des restrictions budgétaires qui affectent l'Organisation des Nations Unies et compte tenu également du besoin de fournir des publications répondant davantage aux nécessités des pays du CDOC. Les activités relatives à l'élaboration de l'étude comprennent d'une part, une évaluation à long terme des réalisations économiques sur une période de dix ans, qui sera préparée chaque année et se concentrera sur un sujet présentant un intérêt spécial cette année-là, et, d'autre part, une étude à plus court terme des réalisations économiques générales qui fera l'objet d'une publication semestrielle.

64. Les résultats de cette étude dépendant des apports qualitatifs et quantitatifs reçus de la part des pays membres, les membres du comité furent vivement conviés à prendre une participation plus active et à jouer un rôle plus actif dans la collecte de données touchant aux indicateurs socio-économiques.

65. Le représentant du secrétariat attira l'attention des participants à la réunion sur le Congrès des Statisticiens des Caraïbes qui s'est récemment tenu à la Jamaïque dans le but d'étudier le rôle des micro-ordinateurs dans les services de statistiques ainsi que sur l'importance de la nouvelle technologie, pour améliorer l'efficacité des services fournis.

66. Les membres du Comité furent informés des efforts effectués par le secrétariat pour placer les informations statistiques en ligne, afin de permettre aux usagers d'y avoir accès d'une manière semblable aux extraits du CARISPLAN. Etant donné les coûts élevés impliqués par ce processus, le secrétariat a cherché des moyens moins coûteux de stockage et de recherche de ses données statistiques.

67. Les participants à la réunion furent informés des progrès liés au volume XIII des séries de statistiques agricoles, dont les informations de base sont obtenues grâce à des questionnaires envoyés par courrier. Bien que

la mise à jour fasse actuellement l'objet d'une révision, l'achèvement de ces travaux a été retardé par un faible taux de réponse (56%). Le volume XII a déjà été distribué.

68. Le représentant du secrétariat a exprimé sa satisfaction de voir les progrès réalisés par le projet REDATAM.^{5/} Des bases de données ont déjà été préparées pour quelques pays. La seconde phase du projet devrait être plus accessible à l'utilisateur, les données étant présentées sous la forme de cartes. Le REDATAM a été sélectionné comme moyen d'analyse de la série de recensements devant avoir lieu en 1990 et devrait permettre d'avoir les résultats des recensements moins d'un an après leur réalisation.

69. Il a fait remarquer que le service de statistiques a servi de base de documentation pour un certain nombre d'activités telles que le soutien apporté au secrétariat de l'OECO dans l'étude des priorités à accorder aux statistiques et dans l'élaboration d'un document de projet devant être financé par le PNUD. Ce projet a été approuvé avec un financement de 442 000 dollars et se trouve maintenant en cours d'exécution. Le deuxième secteur d'aide concerne la collaboration avec l'ILPES en vue de tenir un séminaire sur les banques de données sur les projets. Une aide technique fut apportée à Belize et proposée au gouvernement de Trinité-et-Tobago, sous la forme dans ce dernier cas d'un voyage d'observation par trois de ses hauts fonctionnaires de ces banques de données au Chili afin de les aider à formuler et à mettre au point leurs propres banques de données à Trinité-et-Tobago.

70. La délégation d'Aruba a demandé que le secrétariat convoque une réunion des membres de bureaux de statistiques afin de passer en revue les nouvelles technologies. La délégation de Trinité-et-Tobago a exprimé sa reconnaissance de l'aide apportée au gouvernement dans le domaine des banques de données sur les projets. La délégation des Antilles néerlandaises s'est jointe à ces remerciements et a sollicité une aide supplémentaire à l'ILPES. Cette délégation a également attiré l'attention des participants sur les efforts déployés dans les Antilles néerlandaises en vue de mettre au point un modèle macro-économique.

71. La délégation de Sainte-Lucie a soulevé le problème de la coopération CDCC/ILPES dans l'avenir, cet organisme n'étant pas représenté à Port-of-Spain.

72. Le secrétariat a répondu qu'il essayait d'obtenir l'autorisation d'affecter un expert des Caraïbes, dans la mesure du possible, à ce poste. Néanmoins et à la lumière des restrictions actuelles de l'Organisation des Nations Unies en matière de recrutement, le secrétariat envisageait également de faire appel aux services d'un fonctionnaire de l'ILPES/Santiago. Entre temps, le personnel de l'ILPES à Santiago continuait de prendre une part active à la mise en oeuvre du programme de travail du CDCC, particulièrement

^{5/} REDATAM: Système de recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur. Une liste des sigles mentionnées dans ce rapport est consignée dans l'annexe V.

dans le cadre des travaux en cours sur la banque de données sur les projets et la promotion de la CTPD.

Science et technique

73. Les participants à la réunion furent avisés de l'aide prêtée, sur le plan administratif, par le Secrétariat de la CEPALC au Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST) durant la période envisagée, ainsi que dans la mise en oeuvre de son programme de travail. Le représentant de Cuba a fait remarquer que son pays n'avait pas reçu l'invitation correspondante à la réunion du CCST, prévue par les 2 et 3 décembre 1988, ni les documents pertinents.

74. Deux réunions ont été convoquées et organisées dans le domaine de la science et de la technique, la neuvième réunion du Comité exécutif et la septième session plénière de ce conseil; deux réunions nationales de consultation ont également été tenues. Le Bulletin d'information du CCST, Vol. 4, Nos. 1 à 5 a également été édité et distribué. Le secrétariat a également collaboré à la réalisation d'une série de séminaires visant à favoriser une prise de conscience régionale des problèmes liés à la science et la technique et à renforcer les liens entre organismes scientifiques et techniques.

75. La mise sur pied de centres de rayonnement dans chaque pays s'est heurtée à plusieurs obstacles. L'objectif des pôles de diffusion était de favoriser une prise de conscience des questions relevant de la science et de la technique grâce à l'échange et à la distribution d'informations. Pour ce faire, le secrétariat a organisé une série de réunions nationales de consultation ayant pour but de créer cette prise de conscience, de divulguer les informations et de contribuer à la mise sur pied d'organismes scientifiques et techniques.

76. Le Secrétariat a également soulevé la question de savoir si le CCST devait continuer à recevoir une aide administrative du secrétariat de la CEPALC ou fonctionner de façon indépendante.

77. Se rapportant aux documents LC/CAR/G.258 et CCST/88/1 et CCST/88/2, le représentant de Trinité-et-Tobago a affirmé que sa délégation estimait qu'il était souhaitable de poursuivre un certain nombre de projets, et notamment le projet sur la production de nourriture et d'aliments pour animaux; l'organisation d'une réunion d'organismes liés à la science et la technique afin d'élaborer un projet de programme; la mise en oeuvre de programmes de CTPD; et la tenue de séminaires régionaux sur la biotechnologie. Le délégué a aussi noté que plusieurs projets n'avaient pas été mis en oeuvre et avaient dû être reportés au programme de travail de 1989-1990. Ce retard dans les activités du programme de travail pouvait être attribué au fait que le responsable de la science et de la technique était également chargé d'autres fonctions au sein du secrétariat puisque le poste de fonctionnaire à temps plein avait été muté. Il a réaffirmé le soutien de la délégation de la Trinité-et-Tobago à l'existence d'un secrétariat permanent pour le CCST et au rétablissement du poste P5 à la tête du CCST.

78. La délégation de la Jamaïque s'est également prononcée en faveur du rétablissement du poste P5. Il serait néanmoins souhaitable de maintenir l'assistance administrative actuellement prêtée au CCST compte tenu du fait que tout nouveau arrangement ne ferait qu'alourdir la charge financière des Etats membres, dont certains ne sont toujours pas à jour dans leurs contributions au CCST.

79. Le délégué des îles Vierges américaines a fait savoir aux participants à la réunion que son gouvernement étudiait actuellement la possibilité d'accueillir le CCST et souhaitait amorcer des conversations afin d'arrêter les modalités pratiques.

80. Le représentant de Sainte-Lucie a indiqué que sa délégation appuyait également le rétablissement du poste P5 et a demandé si ce poste resterait au Bureau pour les Caraïbes ou serait transféré au CCST.

81. Le secrétariat a répondu à cette question en expliquant que le poste P5 avait été, à l'origine, alloué aux activités relatives à la science et la technique, mais avait été réaffecté, il y a six ans, au poste de directeur adjoint. Le problème du rétablissement de ce poste présente un double volet: en effet, si le CCST devient un secrétariat indépendant, il ferait appel à d'autres organismes pour financer des postes supplémentaires. D'autre part, si l'arrangement provisoire avec le Bureau des Caraïbes est maintenu, la CEPALC pourrait alors envisager les besoins en personnel de ce Conseil. Le secrétariat a noté qu'aucune décision à ce sujet ne pourrait intervenir avant de connaître l'issue de la prochaine réunion du CCST.

82. Le délégué de l'UNESCO a souligné que son institution n'était pas en mesure de financer un poste dans une nouvelle organisation autonome dans la mesure où elle supprimait elle-même des postes dans sa propre organisation. L'UNESCO était cependant, disposée à financer certaines activités ponctuelles et à continuer de collaborer à la mise en oeuvre du programme du CCST.

83. Le représentant de la CARICOM souligna l'aide fournie par le fonctionnaire du CCST dans la mise au point du plan d'action de la CARICOM en faveur de la science et la technique, récemment approuvé par les gouvernements. Le délégué s'est également montré préoccupé du manque de progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme de travail, et en particulier du fait que le fonctionnaire du CCST soit également chargé d'autres responsabilités au sein du secrétariat. Il a fait remarquer que les décisions à ce sujet ne relèvent pas uniquement du CCST, car elles requièrent également l'intervention des gouvernements des Etats membres.

84. A cet égard, le secrétariat a insisté de nouveau sur le besoin de financer les postes du CCST. Cette situation serait abordée à la prochaine réunion du CCST, avant de prendre des décisions définitives.

85. Le représentant de l'ONUDI a précisé que son organisation n'était pas en mesure de financer un tel poste, mais qu'elle apportait un concours pratique à la science et à la technique, en mettant des experts à la disposition d'entreprises telles que le conditionnement du café à la Dominique, dans le cadre du projet régional exécuté en collaboration avec l'Institut de recherche industrielle des Caraïbes (CARIRI).

Coordination en matière de planification

86. Dans la présentation du rapport concernant la coordination de la planification, le secrétariat a fait référence aux rapports précédents sur le fonctionnement des banques de données statistiques ainsi que sur les travaux menés en commun par la CEPALC/ILPES dans le domaine de la planification.

87. Bien que le Coordinateur du groupe de la Planification de la CEPALC/ILPES soit retourné à l'ILPES à Santiago du Chili, le secrétariat a continué de travailler en coopération avec l'ILPES dans l'exécution du programme de travail. Cette collaboration avait permis d'apporter une aide à Belize, la Guyanne et à la Trinité-et-Tobago, et de convoquer un atelier sur les banques de données sur les projets, auquel avaient participé les représentants de plusieurs pays du CDCC. La question de la coordination en matière de planification y a été abordée dans le cadre de l'examen des activités de la banque de données statistiques.

Secteur agricole

88. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que les activités dans ce secteur s'étaient limitées à la promotion d'activités de CTPD et à la collaboration avec les organismes concernés par les aspects du développement agricole liés à la promotion du développement social et économique global. A cet égard, le secrétariat a établi des relations de travail avec l'ITAL, un institut de technologie alimentaire à São Paulo, au Brésil; avec la station agricole expérimentale des îles Vierges américaines; avec le Bureau de liaison CEPALC/FAO, l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes (CARDI), l'Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture (IICA) et l'Université des Indes occidentales (UIO).

89. Le délégué des Antilles néerlandaises a indiqué le besoin de fournir une aide technique agricole à l'Ile de Saint-Eustache. Les Antilles néerlandaises souhaiteraient également faire l'objet d'une assistance pour fournir des iguanes, considérés par beaucoup comme un mets délicat.

Barrières linguistiques

90. Le représentant du secrétariat a présenté un rapport sur les progrès accomplis dans le cadre du programme pour la suppression des barrières linguistiques et a attiré l'attention des participants sur l'approche innovatrice de coordination commune et l'aide apportée à l'exécution de ce programme par le gouvernement des Antilles néerlandaises par le biais des Ministères de l'éducation et des affaires étrangères. Un nouvel élan a été donné à la question de la création de l'Institut linguistique des Caraïbes à l'issue de la réunion d'un groupe consultatif, tenue en décembre 1987, dont est émanée une version révisée de l'avant-projet sur la suppression des barrières linguistiques. Les principes directeurs de l'organisation et du fonctionnement des Sections nationales de l'Institut linguistique des Caraïbes ont été élaborés, et la création des services d'interprétation et de traduction a fait l'objet de plusieurs recommandations. Une réunion sur la question de la suppression des barrières linguistiques, prévue pour 1987,

sera effectuée en 1989 à Haïti. D'autres activités de ce programme ont servi à promouvoir l'établissement de liens entre les institutions linguistiques de la sous-région. Des ateliers nationaux ont été tenus en vue de mettre sur pied les Sections nationales de l'Institut linguistique des Caraïbes.

91. Le représentant du secrétariat a également signalé qu'un dictionnaire du créole de Sainte-Lucie a été édité et a remercié le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) de son concours à cette publication. Dans la description des activités de suivi dans le domaine du discours créole, le secrétariat a signalé que les résultats de cette étude doivent être appliqués aux activités de communication dans des domaines de l'agriculture et de la santé. Dans la mesure du possible, des activités de suivi avec le CRDI seront menées au niveau national. Le secrétariat a souligné l'intérêt que présente ce discours créole et la possibilité de l'étendre à d'autres pays des Caraïbes parlant le créole français.

92. Il a été suggéré d'élargir ce projet à la communication en matière de politique, d'économie et de sociologie.

93. Le représentant du secrétariat a fait remarquer qu'il n'était pas impossible d'allier le projet sur les barrières linguistiques et les activités de suivi dans le domaine du discours créole, et a noté qu'une langue créole est actuellement utilisée comme langue officielle dans les Antilles néerlandaises.

94. En ce qui a trait au projet de musée régional, le secrétariat a précisé que son rôle était de collaborer avec le PNUD dans le cadre du projet régional exécuté au Pérou.

95. Plusieurs délégations ont exprimé leurs réserves sur la juxtaposition du projet sur l'histoire et les traditions orales et celui portant sur la création d'un musée. On a fait remarquer que plusieurs programmes sur l'histoire orale sont déjà en cours d'exécution au sein de l'Université des Indes occidentales (UIO) alors que le secrétariat de la CARICOM avait été chargé de mettre en oeuvre le projet sur la création d'un musée.

96. Le représentant du secrétariat a affirmé sa volonté de suivre les décisions prises à cette réunion quant au choix de ses activités dans les domaines des traditions orales et de la création de musées. Le Comité a formulé une recommandation demandant au secrétariat de cesser toute activité dans les deux domaines du programme de travail du secteur social.

97. Le délégué des Antilles néerlandaises a souligné le besoin de renforcer la collaboration entre pays membres du CDCC en ce qui concerne le projet sur le discours créole et le rôle que devront jouer les Sections nationales dans l'Institut linguistique des Caraïbes. Les participants à la réunion ont remercié l'UNESCO de son concours ainsi que les coordinateurs du projet pour les efforts déployés en vue d'obtenir un financement de la CEE.

98. Plusieurs recommandations sur les activités liées aux barrières linguistiques ont été soumises au secrétariat. Les participants ont été informés de la tenue en novembre-décembre 1988, d'un séminaire portant sur

cette question et ont formulé l'espoir que les populations rurales puissent tirer parti des travaux menés en matière de discours créole.

Intégration de la femme au développement

99. Les principaux aspects des activités prévues dans le domaine de l'intégration de la femme au développement sont, entre autres:

a) l'achèvement des projets sur l'intégration de la femme au développement et au commerce, et l'intégration de la femme au développement et à la planification;

b) le concours du Bureau des Caraïbes à la quatrième conférence régionale de la CEPALC sur l'intégration de la femme au développement;

c) la création d'une base de données bibliographiques (WINDEV) pour les micro-ordinateurs utilisant le micro-programme CDS/ISIS, permettant ainsi aux thésaurus spéciaux sur la femme identifiés par le secrétariat d'inclure des descripteurs spécifiques;

d) l'élaboration d'une étude comparative sur le statut de la femme, comprenant des données basées sur les conclusions des études menées dans le cadre du projet sur la planification;

e) la poursuite des activités liées à la création d'une base de données sur les femmes commerçantes dans la sous-région.

100. En ce qui concerne les résultats du projet sur l'intégration de la femme au développement et à la planification, les actions de suivi menées par d'autres organismes des Nations Unies, des ONGs régionales et nationales ont été mises en lumière. L'étude comparative sur le statut de la femme a mis en évidence le besoin de données sur les femmes. Le secrétariat de la CARICOM et d'autres organisations déploient actuellement des efforts conjoints pour combler cette lacune.

101. Le représentant du secrétariat a pris note du fait que la compétence du secrétariat dans le domaine de l'intégration de la femme au développement a été mise à profit par certains pays du CDCC et restent à la disposition des Etats membres.

102. La délégation des Antilles néerlandaises a exprimé sa volonté de participer aux activités menées dans le cadre du projet sur les femmes commerçantes, en particulier en ce qui concerne Saint-Martin et Curaçao. Il convient d'accorder une attention spéciale aux études d'experts nationaux et à la nature des produits en transit dans les Antilles néerlandaises dans le contexte du commerce informel.

103. Les participants ont également évoqué l'avenir du département spécialisé en matière d'intégration de la femme au développement, à l'expiration du contrat d'un fonctionnaire qui a apporté son concours à certaines activités menées dans le cadre du programme sur l'intégration de la femme au développement (WID), avec l'aide financière du gouvernement des Pays-Bas.

104. Les participants se sont montrés vivement intéressés par le projet de participation du secrétariat à la production de données de base sur les industries à vocation exportatrice et la participation de la femme dans ce secteur.

105. Les participants ont réitéré les préoccupations déjà exprimées lors de la quatrième Réunion des ministres de la CARICOM responsables des affaires féminines, notamment en ce qui concerne l'envoi de documents en espagnol en provenance de Santiago, et le besoin d'accélérer la circulation d'informations émanant de Santiago.

106. Plusieurs délégations ont exprimé leur soutien aux activités actuelles ou futures menées dans le cadre du programme sur l'intégration de la femme au développement.

107. Le secrétariat a fait l'objet d'une mise en garde en ce qui concerne un accroissement probable des demandes d'aide à l'échelon national qui seront adressées à ce programme sur l'intégration de la femme au développement. Il deviendrait donc urgent d'appuyer cette unité de façon accrue et permanente.

Démographie

108. Le secrétariat a indiqué aux participants à la réunion que le principal objectif de son programme de travail a été de favoriser une prise de conscience quant au besoin d'intégrer, de façon plus rigoureuse, les aspects démographiques au processus de planification du développement. Ce résultat a été atteint grâce à la création d'instruments tels que des études et des données informatiques; le renforcement des capacités gouvernementales par une formation aux techniques et méthodologies utilisées pour développer les liens entre démographie et développement; la création, l'utilisation et la distribution d'informations; et la mise au point et l'instauration de mécanismes institutionnels nécessaires à une mise en oeuvre des politiques démographiques.

109. Dans le même temps, le secrétariat a poursuivi son programme d'activités visant à aider les pays dans la formulation et la mise en pratique des politiques démographiques. La majeure partie du travail effectué dans ce domaine correspond, en fait, au suivi d'un projet antérieur de la CARICOM, avec lequel avait collaboré le secrétariat.

110. Le représentant du secrétariat a indiqué qu'un des points importants au cours de cette période avait été le démarrage d'un projet de trois ans financé par le FNUAP ayant pour but d'aider les gouvernements à intégrer la population dans la planification du développement et à mettre en oeuvre les politiques démographiques. Afin d'atteindre plus facilement ce but, une aide a été apportée à l'établissement de mécanismes institutionnels appropriés, tels que les services démographiques dans les ministères du plan et les Conseils nationaux de la population responsables de la direction des activités de mise en oeuvre des politiques démographiques.

111. Le représentant du secrétariat a présenté un rapport sur le cours régional de formation de deux semaines sur l'Analyse des corrélations entre

démographie et développement moyennant l'utilisation de micro-ordinateurs auquel ont participé 28 personnes en provenance de 17 pays. Les participants à la réunion ont été avisés que des micro-ordinateurs et des imprimantes sont actuellement fournis aux pays participants afin d'être utilisés dans la recherche sur la démographie et le développement, ainsi que dans le traitement et l'analyse des informations qui émaneront des recensements de 1990.

112. On a fait remarquer qu'un certain nombre d'études de recherche étaient en cours afin de fournir le type d'information de base nécessaire à la formulation de politiques. Ces activités incluent un projet de recherche intégrée concernant les corrélations entre la fertilité, la mortalité, la migration et le développement; une étude approfondie des données de recensement pour trois pays, des projections démographiques (1980-2015) pour neuf pays, dont trois sont prêtes à être publiées, ainsi qu'une étude sur les problèmes de mortalité dans les Caraïbes.

113. Les participants à la réunion reçurent également une information sur une série de projets visant à la création, l'évaluation et la distribution des données. A cet égard, une banque de données socio-démographiques sous-régionale est actuellement en voie de constitution et un certain nombre d'études sont en cours pour préparer et évaluer de nouvelles entrées de données. C'est ainsi par exemple que le programme pour la préparation des estimations entre les recensements ou après ceux-ci fournira des entrées de données pour la banque de données, ainsi que pour les indicateurs de développement social et économique.

114. Le représentant du secrétariat a indiqué que le contenu de la banque de données sera utilisé pour élaborer des statistiques socio-démographiques condensées qui seront publiées annuellement.

115. Il a également attiré l'attention des participants sur le travail du secrétariat en ce qui concerne la préparation d'un système d'informations démographiques qui fera partie du Centre de documentation du CARISPLAN. Les pays pourront ainsi avoir accès aux données grâce au système de micro-ordinateurs dont est doté le Centre de documentation.

116. Les activités envisagées pour la période à venir comprendront la poursuite des travaux amorcés au sein du projet du FNUAP visant à étudier de façon plus approfondie les relations existant entre les aspects économiques et sociaux du développement ainsi que les techniques appliquées au recueil des données pour les programmes de développement. Parmi les activités à poursuivre durant la prochaine période figurent: la formation sur le plan de la théorie et des méthodes d'analyse économique et démographique et de la mise en oeuvre de politiques démographiques; l'instauration de services démographiques et de conseils nationaux de la population; une étude globale sur la population et le développement; la mise sur pied d'une banque de données socio-démographiques et du système d'informations sur la population; l'élaboration d'estimations inter- ou post-censitaires pour les pays des Caraïbes; la recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur (REDATAM); des analyses approfondies des recensements; l'élaboration de projections démographiques et la publication d'un condensé de statistiques socio-démographiques pour les pays des Caraïbes.

117. Plusieurs délégations ont exprimé leur soutien le plus ferme au programme du secrétariat en matière de démographie. Le secrétariat fut invité à poursuivre ses travaux dans ce domaine.

118. Les participants à la réunion furent informés que des cours de formation similaires à ceux actuellement menés en anglais par la CEPALC et le CELADE dans le cadre d'un projet du FNUAP avaient également lieu en espagnol au CEDEM, également sous les auspices du FNUAP. Le délégué cubain proposa que des cours en anglais soient également organisés au CEDEM.

119. La délégation de la Trinité-et-Tobago a remercié le secrétariat pour l'aide apportée dans la conduite de l'étude sur la démographie et la santé à Trinité-et-Tobago, dont les résultats sont considérés vitaux pour le processus de planification.

120. Le représentant de la CARICOM a exprimé le soutien de cette organisation aux travaux menés par le secrétariat dans le domaine de la population et du développement et a signalé au Comité que la CARICOM venait d'achever une étude sur les perspectives de développement des pays des Caraïbes jusqu'à l'an 2 000, qui fait clairement ressortir l'impact des questions démographiques sur le développement. Le représentant réitéra la nécessité pour les gouvernements de favoriser une prise de conscience quant à l'importance des correlations entre population et développement, afin d'améliorer la planification du développement.

Commerce international et financement

121. Le représentant du secrétariat a signalé que la plupart des activités menées en matière de commerce international et de financement se rapportaient au commerce de services, au financement du commerce et au commerce compensé et impliquaient une collaboration considérable avec la CNUCED et le UNCTC.

122. En ce qui concerne la facilitation du commerce, le représentant a ajouté que le secrétariat cherchait le financement nécessaire pour informatiser le Guide des procédures commerciales et a souligné l'importance de la participation des gouvernements dans la mise à jour du guide afin que celui-ci corresponde non seulement à la réalité des pays des Caraïbes mais également à celle des pays latino-américains et d'autres nations souhaitant éventuellement établir des relations commerciales avec la région.

123. Le représentant a indiqué que les réactions concernant le programme sur le commerce compensé étaient mitigées et qu'il était donc souhaitable que les gouvernements se prononcent quant au type de programme à arrêter.

124. Un représentant a exprimé sa préoccupation en ce qui concerne la faible quantité de produits pouvant faire l'objet de commerce au sein de la sous-région des Caraïbes et avec d'autres régions de l'hémisphère occidentale, ainsi que les coûts élevés imposés par le commerce compensé aux petits pays en développement et a mis en question les effets de l'aide aux sociétés publiques commerciales.

125. Le délégué de la République dominicaine exprima son soutien aux activités de commerce compensé en tant que mécanisme susceptible de prévenir les problèmes de devises et de promouvoir le commerce régional.

126. Le représentant cubain appuya également les efforts déployés dans le domaine du commerce compensé dont le succès dépend de l'existence d'une volonté politique. L'expérience de son pays en matière de commerce compensé avec la Guyane s'était révélée très satisfaisante. Il proposa d'entreprendre une étude sur les tendances actuelles dans les Caraïbes, puisqu'aucun pays ne pouvait échapper à la crise. Le plan CBI, ajouta ce délégué, n'a guère été bénéfique et certaines des mesures prises par les pays industrialisés avaient réduit les importations. Il est indispensable que les pays des Caraïbes connaissent l'impact des tendances récentes dans le commerce international et de déterminer quelles sont les possibilités réelles d'accroître leurs échanges avec l'extérieur.

127. De l'avis d'une délégation, les résultats de l'atelier sur le commerce compensé pourraient révéler de nouvelles possibilités de commerce conventionnel. Le représentant de la CARICOM proposa que l'atelier ne soit pas axé sur la recherche mais, au contraire, sur les échanges de données d'expérience et sur l'étude de mécanismes susceptibles de rendre ces pays opérationnels.

128. En ce qui a trait au financement international, le représentant de Cuba a proposé que le problème de l'endettement concernant tous les pays des Caraïbes, l'étude actuellement entreprise par le Système économique latino-américain (SELA), en conjonction avec l'étude de la CEPALC, indique certaines mesures susceptibles de renforcer les économies des pays du CDCC.

129. Le représentant de la CARICOM a mis en relief certaines activités entreprises par un certain nombre d'organismes dans le domaine des services et a proposé que le CDCC précise quelles lacunes devraient être comblées. Le secrétariat du CDCC a précisé que le travail au sein du secrétariat de la CARICOM ne s'adressait pas aux Etats non-membres de la CARICOM. La CEPALC collaborait avec l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL), en matière de promotion des exportations en Amérique latine et, conformément au mandat dont elle était investie, devait assurer aux Etats membres du CDCC les services mentionnés par le représentant de la CARICOM.

130. Le représentant de la République dominicaine a exprimé qu'une étude sur le secteur des services était actuellement menée dans son pays, en collaboration avec la CNUCED afin de déterminer quelles sont les possibilités, dans ce secteur, de mettre en oeuvre des politiques de développement et de renforcer le pouvoir de négociation de son pays au cours de la Série de négociations Uruguay menés au sein du GATT.

Ressources naturelles

131. Le représentant du secrétariat a signalé que, lors de la mise en oeuvre du programme de travail sur les ressources naturelles, le secrétariat s'est rendu compte de la nécessité de prendre en considération le lien entre les ressources naturelles, le tourisme et l'environnement. L'impact de

l'environnement sur le tourisme et du tourisme sur les ressources naturelles, et la mesure dans laquelle les ressources naturelles peuvent contribuer au tourisme et à la protection de l'environnement constituent des aspects importants du programme de travail du secrétariat.

132. Il a cependant appelé l'attention des participants sur trois secteurs dans lesquels on avait sollicité le concours du secrétariat: à savoir, le déversement de déchets nocifs dans les Caraïbes; la construction, dans un Etat membre du CDCC, d'installations nucléaires destinées à la production d'électricité; et le lien entre l'environnement et la santé publique.

133. Etant donné les ressources limitées du secrétariat et le fait que d'autres organisations étaient davantage en mesure d'aborder ces sujets, le secrétariat a demandé l'avis du comité quant au degré de sa participation directe dans ces domaines ou de la coopération avec les organismes pertinents.

134. Un consensus s'est dégagé au sein de la réunion quant à la nécessité pour le secrétariat du CDCC de s'intéresser de façon plus directe à ce type d'activités. Le délégué haïtien, préoccupé des problèmes de déboisement de ce pays, suggéra que le secrétariat intervienne sous forme de séminaires où serait abordé ce problème spécifique. Le représentant du secrétariat a répondu qu'il solliciterait le concours de la FAO dans ce domaine.

135. Toutes les délégations sont tombées d'accord pour reconnaître que le déversement de déchets toxiques dans la région par certains des pays industrialisés représentait une grave menace et que le secrétariat devait jouer un rôle de coordination des activités visant à la protection de l'environnement marin. Il a été fait remarquer qu'une résolution avait été élaborée en la matière.

136. Le représentant de l'Organisation maritime internationale (OMI) a rappelé qu'il existait, au sein de l'OMI, plusieurs conventions concernant la pollution marine provoquée par les bateaux. Ces conventions présentent une importance particulière pour le tourisme dans les Caraïbes et l'OMI est disposée à offrir son assistance au secrétariat dans ces domaines. L'OMI a mis sur pied un programme de coopération technique visant à aider les gouvernements des pays en développement à développer leur potentiel dans le domaine maritime.

137. On a souligné le besoin d'une plus grande collaboration entre le secrétariat et d'autres organismes ainsi qu'entre le bureau du PNUE à la Jamaïque et le bureau du PNUE au Mexique afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Plusieurs délégués ont à nouveau fait part de leur préoccupation face aux pratiques de déversement de déchets toxiques qui constitue un grave risque pour l'écologie de la région des Caraïbes. Le délégué de Bahamas a insisté sur le besoin d'une plus grande coopération entre les organismes des Nations Unies et sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux activités du PNUE et de l'OMI, la protection de l'environnement étant d'une importance critique pour la sous-région des Caraïbes, notamment à la lumière de son incidence sur le tourisme. La délégation de la Jamaïque a souligné l'importance du tourisme du point de vue des entrées de devises étrangères, et a instamment prié le CDCC de mieux

coordonner ses activités avec celles du PNUE, de l'OMI et des autres organismes pertinents.

138. Le représentant de la République dominicaine a signalé que son pays a rencontré certains problèmes avec plusieurs compagnies étrangères opérant sur son territoire et dont les résidus toxiques compromettent l'environnement. D'autres problèmes sont causés par les industries qui opèrent dans un environnement urbain, et qui refusent d'être réimplantées dans d'autres sites.

139. En ce qui concerne les activités n'ayant pu être mises en oeuvre, il fut recommandé que le secrétariat redouble d'efforts pour obtenir le financement nécessaire à la réalisation de projets et séminaires.

140. En réponse à une question posée par le délégué de la Barbade sur l'élaboration de la proposition sur l'évacuation des eaux usées, le secrétariat annonça aux participants qu'une série d'avant-projets avaient été formulés, mais que ces activités avaient été confiées au secrétariat de la CARICOM. Le représentant de la CARICOM a signalé qu'une demande de financement en ce sens avait été déposée au PNUE.

141. En ce qui concerne la réunion sur "Le développement et le financement du secteur de l'évacuation des eaux usées" à laquelle ont assisté les représentants de pays et d'organismes donateurs, le représentant du secrétariat a précisé qu'à l'origine, la réunion était destinée aux pays de la CARICOM, mais qu'elle pourrait, éventuellement, être élargie à d'autres pays.

Autres activités du secrétariat

142. Le secrétariat a mené à bien d'autres activités telles que l'évaluation des réalisations économiques des pays des Caraïbes, thème sur lequel des documents allaient être distribués aux délégations des Etats membres.

143. Le secrétariat attira également l'attention des participants sur ses activités relatives à la coopération technique entre pays en développement (CTPD), et a sollicité le soutien des pays dotés de centres d'experts afin de fournir une assistance spécialisée et des cours de formation à d'autres Etats membres dans certains secteurs pour lesquels ces pays n'ont pas pu obtenir le financement d'organismes donateurs.

144. Le secrétariat a également travaillé en collaboration avec l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL) et la Banque interaméricaine de développement (BID), dans une étude sur le commerce des produits de base.

145. Le représentant du secrétariat a noté le soutien permanent accordé par celui-ci à la poursuite du processus d'intégration de l'OECO tel qu'il a été mis en évidence dans ses travaux de CTDP et ceux portant sur les petits pays insulaires en développement.

146. Le représentant informa le comité de l'existence de deux domaines supplémentaires pouvant présenter un intérêt particulier pour le secrétariat:

En premier lieu, la collaboration avec le secrétariat de l'Autorité internationale des fonds marins et avec certaines organisations canadiennes afin d'étudier plus attentivement le problème de la mise en valeur des ressources de la mer. En deuxième lieu, la possibilité de travailler en plus étroite coopération avec les organisations des pays métropolitains dans l'étude plus approfondie de la diaspora caribéenne. Le secrétariat étudiera la possibilité d'établir des liens avec d'autres institutions concernées par les Caraïbes. Le secrétariat souhaite également trouver les moyens d'utiliser les compétences techniques de ressortissants nationaux à l'étranger grâce aux activités TOKTEN.

147. Le représentant de Sainte-Lucie, prenant la parole au nom de l'OECO a remercié le secrétariat des efforts qu'il déploie pour promouvoir l'intégration de l'OECO. Il a cependant fait remarquer que l'information sur les possibilités de CTDP distribuée aux pays membres était insuffisante. C'est pourquoi il a proposé d'inclure dans les bulletins actuels d'information du CDCC une section contenant une liste des possibilités de CTDP dans les Caraïbes.

148. Le représentant a ajouté qu'on parlait beaucoup du problème des relations entre pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, lesquelles devaient être étudiées plus en détail. Le secrétariat du CDCC était l'organisme le plus indiqué pour parvenir à ce but.

149. Le représentant de la CARICOM a attiré l'attention sur la responsabilité de cet organisme quant à la consolidation des relations inter-caribéennes. A titre d'exemple, il a cité plusieurs types d'obstacles pour recueillir l'information concernant les procédures et les pratiques commerciales. Les participants sont convenus que le bureau de Port-of-Spain était l'institution la plus appropriée pour développer ces genres de relations et ils ont proposé de mettre en place une unité dont les études seraient concentrées sur le commerce intra-caribéen. Le principal problème dans la création de cette unité, serait de mettre au point les modalités pratiques.

150. La délégation de la Jamaïque a ratifié les déclarations précédentes selon lesquelles le bureau sous-régional pour les Caraïbes pourrait jouer un rôle important dans le développement des relations entre l'Amérique latine et les Caraïbes.

151. Le représentant de la CNUCED attira l'attention des participants sur le fait que cette institution est en mesure de contribuer à la poursuite des activités menées dans le domaine du programme en question. La CNUCED possède un programme tendant à favoriser le commerce moyennant la mise sur pied d'un système d'informations commerciales sur les barrières commerciales affectant les produits de base. La création de ce système peut être considérée comme un point de départ utile dans l'étude des relations commerciales entre les Caraïbes et l'Amérique latine. Les activités de la CNUCED portent également sur le système global de préférences commerciales, ce qui implique la négociation de concessions commerciales entre pays en développement. De l'avis du représentant, celui-ci peut servir de base à l'identification des possibilités de négociation sur les concessions commerciales entre les pays des Caraïbes et de l'Amérique latine.

152. Le représentant de l'ONUDI a informé les participants d'un projet mené par cet organisme, en coopération avec le PNUD, et visant à encourager les échanges commerciaux entre les pays de l'OECO et l'Amérique latine. Deux missions d'échange sont prévues. Il existe également deux projets statistiques, dont l'un a pour but d'informatiser les statistiques douanières.

153. Le représentant du secrétariat a informé le Comité qu'il fallait encore mettre au point les modalités pratiques de fonctionnement de la CTPD. Le secrétariat accorde une importance particulière à la façon dont un pays peut remplir un minimum de conditions pour recevoir des bénéfices, et continuait de chercher les moyens de répondre aux besoins des pays membres sans exercer de pression excessive sur les Etats demandeurs. Il existe des points de convergence dans chaque pays pour la distribution d'informations en matière de CTPD mais trop fréquemment les gouvernements tardent à répondre à ces demandes. Il a donc été demandé aux pays membres de préciser leurs besoins et leur contribution dans les plus brefs délais.

154. En ce qui concerne le recueil d'informations en matière de CTPD, le délégué de Sainte-Lucie a proposé que le secrétariat redouble d'efforts pour obtenir les ressources nécessaires à la CTPD, et pour se connecter à d'autres bases de données du Système des Nations Unies.

155. Le représentant cubain a appuyé la proposition du délégué de Sainte-Lucie visant à demander au secrétariat de mettre en oeuvre des actions concrètes. Il a également demandé que les études de recherche soient plus explicites et a proposé de mener une étude sur la situation économique et sociale de la sous-région au cours de ces dix dernières années. Celle-ci devrait prendre la forme d'un document statistique et analytique destiné à expliquer les tendances passées aux fins de la planification, et notamment l'impact de la dette extérieure, le chômage, et les problèmes sociaux et de santé ainsi que leurs solutions. D'autres problèmes observés dans la région, tels que le fardeau de la dépendance et de la crise économique, devraient également y être précisés.

Programme de soutien à l'intention des petits
pays insulaires (Résolution No. 18 (XI))
(Point 7 de l'ordre du jour)

156. Le représentant du secrétariat a noté que le Plan d'action à l'intention des petits pays insulaires en développement porte surtout sur une approche intégrée du développement agricole et de ses relations avec l'industrie, le développement coopératif, la santé, le logement et le tourisme. Certaines composantes commerciales sont également mises en rapport avec ces secteurs et d'autres envisagés dans ce plan.

157. Le plan propose des activités susceptibles de contribuer à la réalisation d'objectifs de développement à long terme en tirant parti des ressources limitées du pays.

158. Le délégué de la Trinité-et-Tobago a instamment prié le secrétariat de demander l'aide de la CNUCED afin d'identifier des sources de contributions

au Fonds commun créé en faveur des petits pays insulaires, d'élaborer des bases de données statistiques sur la part prise par les services au sein de l'économie, et également de conseiller les petits pays insulaires en développement, en particulier durant des négociations sur le commerce multinational ou de produits de base. Il a en outre recommandé de demander au Secrétaire général de mettre sur pied un groupe spécial interinstitutions des Nations Unies afin de coordonner les programmes des divers organismes traitant des problèmes des petits pays insulaires en développement.

159. Les participants ont instamment prié la CNUCED de mettre l'accent sur les domaines suivants d'activité dans le contexte de l'aide fournie aux petits Etats insulaires:

a) Collaborer avec la FAO et l'ONUDI, pour conseiller les petits pays sur les moyens de développer des secteurs présentant des avantages comparatifs dans leur processus de diversification;

b) Fournir un moyen d'information directe et des services consultatifs durant les négociations sur le commerce international ou de produits de base;

c) Formuler des propositions en matière de produits de base, en collaboration avec les pays insulaires en développement, en vue d'obtenir un traitement spécial des petites îles dans les négociations sur le commerce multinational;

d) Aider les petits pays insulaires à élaborer des bases complètes de données statistiques sur la part prise par les services au sein de l'économie;

e) Aider à identifier des sources de contributions au Fonds commun pour les petits pays insulaires;

f) Réviser le caractère pertinent des mécanismes actuels de stabilisation des exportations, compte tenu notamment:

- i) De la recommandation formulée par le Groupe des 24 visant à ce que dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire du FMI le paiement de compensations soit plus étroitement lié au volume réel du déficit des exportations;
- ii) Du besoin d'accroître le volume des ressources disponibles et le nombre des produits de base invoqués dans les mécanismes de stabilisation des recettes d'exportation; et
- iii) Des problèmes rencontrés par les petits pays lorsqu'ils contribuent au Fonds commun.

160. Le délégué de Sainte-Lucie a reconnu l'importance des commissions régionales dans le domaine des petits pays insulaires en développement comme le démontre la réunion spéciale convoquée par l'Assemblée Générale à l'intention des représentants de ces pays, au cours de laquelle ceux-ci ont pu faire part de leurs priorités nationales et régionales aux diverses institutions spécialisées. Il suggéra que le document présenté à cette

session du CDCC au sujet des petits pays insulaires en développement soit envoyé à cette réunion et a proposé que le CDCC devienne l'élément central de l'action visant à appuyer ces pays. Cette proposition a été appuyée par le représentant des îles Vierges américaines.

161. Les participants à la réunion ont délibéré sur les diverses définitions et interprétations de l'expression "petits Etats insulaires" et "petits pays insulaires en développement" et ont formulé plusieurs propositions à cet égard. Les participants à la réunion ont décidé que, compte tenu de leurs caractéristiques particulières, tous les Etats insulaires membres du CDCC doivent être considérés comme petits pays insulaires en développement.

162. Le représentant de la Jamaïque a exprimé que sa délégation faisait certaines réserves au plan d'action mais se ralliait à la résolution pour préserver le consensus.

163. Le délégué des îles Vierges américaines a averti le Comité quant à la nécessité d'un développement soutenu dans les petites îles et a souligné qu'il était important d'établir un réseau entre techniciens de petites îles individuelles. Il a aussi fait référence aux réunions techniques récemment tenues à la Jamaïque sur les problèmes rencontrés par ces pays et qui seront suivies de réunions similaires à la Guadeloupe et à Puerto Rico. La conservation des sols et des eaux et la gestion des ressources naturelles en général figurent au titre des questions importantes à aborder. Il a également demandé au secrétariat d'envisager la possibilité, pour les territoires non-indépendants membres du CDCC d'obtenir l'aide et de participer aux travaux du bureau de Port-of-Spain.

164. Le représentant de l'OIT a offert une bande vidéo élaborée par cette institution sur les coopératives qui, a-t-il signalé, peut servir à divulguer les efforts consentis dans ce domaine en faveur des petits pays insulaires en développement.

165. Pour garantir l'effectivité des mesures proposées, le Comité a finalement recommandé au Secrétaire général de mettre sur pied un groupe interinstitutions chargé de coordonner les programmes mis en oeuvre par différents organismes pour traiter les problèmes propres aux petits Etats insulaires.

Suite donnée aux résolutions du CDCC, de la CEPALC
et d'autres organismes des Nations Unies ayant
des conséquences pour le CDCC
 (Point 8 de l'ordre du jour)

166. Le représentant du secrétariat a déclaré qu'il sera donné suite aux résolutions pertinentes et a prié les membres du Comité de prêter une attention particulière à la résolution 42/211 sur l'affectation de postes au sein de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux résolutions 42/413 et 42/447.

167. Un membre du Secrétariat des Nations Unies à New York a fait référence à la résolution 42/211 et au document A/C.5/43/1/Rev.1 dans lequel le

Secrétaire général proposait de réduire le personnel de 15%. Il a cependant fait remarquer que, conformément au document LC/CAR/G.260, le nombre de postes supprimés au bureau de Port-of-Spain est au nombre de cinq et que les secteurs concernés par ces réductions sont: l'agriculture, la science et la technique, et les transports et communications. Selon ces calculs, cela représente une réduction du personnel de 33%. Compte tenu du fait que pendant de nombreuses années, le CDCC a cherché à obtenir des postes supplémentaires pour le secrétariat du bureau pour les Caraïbes, le délégué souhaitait savoir comment s'est traduite cette réduction du personnel du bureau en termes d'efficacité, particulièrement dans les secteurs en question.

168. Le représentant du secrétariat a répondu que cette réduction du nombre de postes a été effectuée conformément aux instructions reçues de New York. Un poste a été déployé à Santiago. Plusieurs postes vacants ont été remplis à court terme afin de permettre la réalisation effective du travail. Dans certains cas les personnes engagées pour couvrir ces postes n'auraient pas pu être employées de façon permanente à cause du système de contingentement. La responsabilité du bureau est de veiller à ce que le travail soit réalisé. C'est pourquoi, en raison des contraintes imposées en matière de recrutement, il a fallu faire appel, par exemple, au personnel des projets et à la nomination à court terme pour couvrir les postes vacants.

169. Le représentant de la CNUCED a mis en garde contre la tendance à faire appel au personnel temporaire pour couvrir des postes permanents devenus vacants, cette pratique pouvant parfois conduire à des abus et être appliquée à l'encontre des règlements des Nations Unies ou des souhaits des organismes intergouvernementaux.

170. Le délégué de Cuba a suggéré que ce sujet soit envisagé au point 10 de l'ordre du jour. Il a également proposé que le secrétariat élabore un document contenant quelques grandes lignes sur ce sujet. Si l'agriculture, la science et la technique, et les transports et communications avaient été effectivement touchés par cette réduction, la situation serait particulièrement grave s'agissant de secteurs essentiels pour le développement économique des pays des Caraïbes. Les doutes et préoccupations des délégués ne devaient pas être traités à la légère.

Programme de travail du CDCC pour la seconde période
de l'exercice biennal 1988-1989
(Point 9 de l'ordre du jour)

171. Le représentant du secrétariat a rappelé au Comité qu'il avait été convenu au moment d'aborder l'examen du point 6 de l'ordre du jour, d'envisager en même temps les points 9 et 6. Il fut également remarqué que les activités ajournées avaient été reportées à l'année suivante. Le représentant a finalement signalé que deux nouvelles sections avaient été reprises dans le programme de travail pour 1988-1989, à savoir le développement industriel et le développement agricole.

Rôle et fonctions du CDCC
(Point 10 de l'ordre du jour)

172. Le représentant de la Barbade s'est rallié aux propositions formulées par le Ministre des relations extérieures et du commerce international de la Trinité-et-Tobago, en sa qualité de président du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM. Il a également posé les questions suivantes:

a) L'incapacité, pour le Comité de surveillance, d'effectuer des réunions est-elle un indice de l'inefficacité du CDCC?

b) Le CDCC doit-il faire l'objet d'une restructuration?

c) Le Comité est-il en mesure d'aborder toutes les tâches dont il a été chargé?

d) Quels mécanismes et sauvegardes faut-il appliquer pour garantir l'effectivité à tous les niveaux?

e) Le Comité de surveillance est-il indispensable à la mise en oeuvre du programme de travail?

173. Dans les débats qui ont suivi, la plupart des représentants se sont accordés à reconnaître que le CDCC est, essentiellement, un comité composé de gouvernements dont les fonctions doivent être suffisamment élargies pour résoudre tout type de problème rencontré par l'organisation. Il a été convenu que les idées contenues dans l'intervention du Ministre des relations extérieures et du commerce international de la Trinité-et-Tobago, en sa qualité de président du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM, servent de base à une résolution sur le rôle et le fonctionnement du CDCC.

174. Il a été décidé de consentir un effort sincère pour consolider le CDCC et pour en réorienter les objectifs, étant bien entendu que son rôle principal est de favoriser la coordination et la coopération. Il serait souhaitable de réduire la portée du programme, à la lumière des moyens réduits dont dispose le secrétariat et du risque de chevauchement des activités vis-à-vis d'autres organismes. Les mesures pertinentes devront être adoptées pour garantir que les changements requis soient effectivement opérés.

175. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a précisé certains concepts mentionnés au cours des débats, ainsi que la place du CDCC au sein de la structure globale du système des Nations Unies, en soulignant son caractère d'organe subsidiaire et consultatif de la CEPALC. Il a fait remarquer que le bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes était désormais autonome et complètement décentralisé, et concentrait pratiquement toute son attention à l'examen des problèmes de la sous-région. La CEPALC a fourni un appui au niveau des programmes dans divers domaines liés aux Caraïbes. C'est pourquoi la portée du programme de travail du bureau sous-régional est une question qui incombe le CDCC, ce comité pouvant adopter ce type de décisions lors de ses réunions annuelles. A titre de conclusion, il a mis l'accent sur la

nécessité évidente de disposer d'un organisme tel que le CDCC, qui était le seul, dans la sous-région, à regrouper tous types de membres. Il fallait cependant prendre garde, en réorientant ses travaux futurs, de créer de fausses attentes quant aux résultats que cet organisme est en mesure d'obtenir à court terme.

Programme de travail du siège sous-régional pour les Caraïbes
de la CEPALC pour l'exercice biennal 1990-1991 tel qu'il a
été présenté à l'Assemblée Générale des Nations Unies
(Point 11 de l'ordre du jour)

176. Le représentant du secrétariat a présenté le programme de travail pour l'exercice biennal 1990-1991, ainsi que le plan à moyen terme pour la période 1990-1995. Il a précisé plusieurs points concernant la poursuite d'activités dans divers domaines pour lesquels le secrétariat ne dispose actuellement d'aucun fonctionnaire permanent et n'est donc pas en mesure, étant donné les graves contraintes en matière de personnel, de produire un travail de haut niveau technique dans certains domaines. Un tel travail serait mieux accompli par les institutions spécialisées pertinentes. La section concernant le commerce et le financement du développement, qui avait été omise par erreur, a été réincorporée au document.

Plan à moyen terme des Nations Unies (1990-1995)
(Point 12 de l'ordre du jour)

177. Après la présentation effectuée par le secrétariat en la matière, les participants à la réunion ont demandé des éclaircissements sur les possibilités d'adapter ce programme. Le représentant du secrétariat a répondu que ce plan était, effectivement, assorti d'une certaine souplesse.

Questions diverses
(Point 13 de l'ordre du jour)

178. Les représentants d'Haïti et de la République dominicaine ont reconnu l'importance des activités du secrétariat en ce qui concerne la promotion de la coopération économique entre pays en développement et ont présenté une résolution dans laquelle le CDCC décide d'apporter une aide particulière à la coopération technique entre les autres pays membres du CDCC, et Haïti et la République dominicaine. Aux termes de cette même résolution, le CDCC décide également de coordonner ses activités avec les organismes concernés en vue d'épauler certains projets prioritaires en matière socio-économique à Haïti et à la République dominicaine et demande l'appui des Etats membres dans les efforts déployés par Haïti et la République dominicaine pour adhérer au groupe ACP.

179. Le représentant de la Barbade a fait remarquer qu'il ne pouvait pas appuyer cette résolution, et notamment les dispositions relatives au désir d'Haïti et de la République dominicaine de s'intégrer au groupe ACP. Il a demandé que sa position soit consignée dans le rapport.

180. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a pris la parole en sa qualité de président du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM (SCMFA) pour signaler qu'Haiti avait présenté la demande pertinente à la CARICOM et pour conseiller à la République dominicaine d'en faire de même.

181. Le représentant de Cuba a estimé que tous les aspects liés à la mise en oeuvre du programme de travail devraient être abordés à l'instance technique de la douzième session du CDCC, de façon à ce que le rapport émané de cette réunion soit ensuite approuvé lors de la réunion ministérielle, étant bien entendu que les Ministres pourront aborder d'autres questions qu'ils estimeront pertinentes, telles que les effets de la crise économique sur le développement économique et social des pays des Caraïbes. Le secrétariat devrait, à cet effet, élaborer un document de travail pouvant servir de base aux débats de l'instance ministérielle.

Lieu et date de la douzième session du CDCC
(Point 14 de l'ordre du jour)

182. Les participants à la réunion ont pris note avec satisfaction de la proposition du gouvernement des Antilles néerlandaises de servir d'hôte à la douzième session du CDCC, qui aurait lieu à Curaçao en 1989. Le secrétariat a déclaré qu'il entamerait des discussions avec les Etats membres afin de fixer une date qui soit compatible avec leur programme, déjà chargé, de réunions.

Examen et adoption du rapport
(Point 15 de l'ordre du jour)

183. Il a été convenu que le secrétariat serait chargé d'élaborer la version finale du rapport et de l'envoyer aux Etats membres afin qu'ils puissent faire parvenir leur réponse dans un délai de 30 jours.

Section IV

RESOLUTIONS APPROUVEES

22(XI) SOUTIEN A HAITI ET A LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Fidèle à la mission du comité de renforcer la coopération entre ses membres,

Désireux de contribuer au développement intégré de la région,

Conscient de la nécessité d'appuyer la volonté politique d'Haïti et de la République dominicaine de faire partie du Groupe ACP afin de renforcer leurs liens culturels, économiques et autres avec ledit Groupe,

Persuadé que la situation économique critique des deux pays est de nature à constituer un obstacle au développement de leurs peuples et à entraîner des conséquences néfastes aussi bien pour l'implantation que pour la consolidation d'une démocratie véritable,

Convaincu de l'efficacité de l'action que peut entreprendre le secrétariat du CDCC à ces fins,

a) Décide:

1. D'accorder une attention spéciale à la coopération technique entre les autres pays membres, et Haïti et la République dominicaine;
2. De coordonner cette coopération avec les organismes intéressés en vue de soutenir certains projets socio-économiques prioritaires dans lesdits pays;

b) Demande aux pays ACP membres du CDCC d'appuyer la démarche conjointe d'Haïti et de la République dominicaine de s'intégrer au Groupe ACP;

c) Charge le secrétariat du CDCC de prendre les mesures adéquates en vue de la mise en oeuvre de cette résolution.

23(XI) POLITIQUES CONCERNANT LES DECHETS TOXIQUES
DANS L'ENVIRONNEMENT

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Prenant en considération les résultats de la réunion sur la gestion des déchets toxiques en Amérique Latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue au Mexique en 1988 et particulièrement ceux concernant les liens existant entre l'environnement et le développement,

Conscient de l'importance attachée par les pays membres à la poursuite d'un développement écologiquement sain, condition essentielle à la réalisation d'un développement économique et social bénéfique à leurs peuples,

Extrêmement préoccupé par les récentes activités que certaines sociétés de pays développés entreprennent dans la région en ce qui concerne le déversement de matières polluantes et l'utilisation de matières toxiques dans plusieurs de nos pays,

1. Condamne les activités que ces sociétés entreprennent dans la région des Caraïbes, qui portent préjudice au système écologique de la région et affectent de manière significative le développement économique et social de nos pays ainsi que la santé de nos populations;

2. Prie instamment les gouvernements des pays développés dont les sociétés entreprennent ces activités de persuader ces dernières de s'abstenir de telles actions et de coopérer avec les gouvernements des pays affectés pour remédier aux dommages causés;

3. Prie le secrétariat du CDCC, en coordination avec le PNUE, de présenter, à la douzième session, un rapport sur les dommages causés par ces dangereuses activités dans la région.

24(XI) PROGRAMME D'AIDE AUX PETITS PAYS INSULAIRES
EN DEVELOPPEMENT

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant la Résolution 21(X) de la dixième session du CDCC qui demandait au secrétariat de présenter un plan d'action pour les petits pays insulaires en développement destiné à être pris en considération par les Etats membres,

Conscient du fait que d'autres organismes et organisations se penchent également sur la question spéciale des petits pays insulaires,

1. Prend note du rapport de la CNUCED (document UNCTAD/ST/LDC/99) sur la réunion du Groupe d'experts sur les pays insulaires en développement, tenue à Malte les 24 et 25 mai 1988, ainsi que du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur cette question (document A/43/513);

2. Appuie les efforts entrepris par d'autres institutions régionales, en particulier l'initiative de la CARICOM telle qu'elle a été soumise à l'Assemblée Générale des Nations Unies dans le document A/C2/43/7 visant notamment à demander à la CNUCED:

- a) De collaborer avec la FAO et l'ONUDI pour conseiller les petites îles sur les moyens de développer des secteurs présentant des avantages comparatifs dans leur processus de diversification;
- b) De fournir un véhicule d'information directe et des services consultatifs en la matière durant les négociations sur le commerce multinational ou de produits de base;
- c) D'élaborer des propositions en ce qui concerne les matières premières, en collaboration avec les pays insulaires en développement, afin d'obtenir un traitement spécial des petites îles dans les négociations sur le commerce multinational;
- d) D'aider les petites îles à développer des bases complètes de données statistiques sur la part prise par les services dans l'économie;
- e) De contribuer à localiser les moyens d'alimenter le Fonds commun au nom des petits pays insulaires;
- f) De revoir l'efficacité des mécanismes actuels de stabilisation des exportations, tout en gardant présent à l'esprit:
 - i) la recommandation du G24 visant à ce que le paiement de compensations régi par le mécanisme de financement compensatoire du FMI soit plus étroitement lié à la dimension réelle du déficit des exportations;

- ii) le besoin d'accroître le volume des ressources et le nombre des produits de base tels qu'ils sont invoqués dans les plans de stabilisation des recettes d'exportation; et
- iii) les problèmes auxquels font face les petits pays lorsqu'ils contribuent au Fonds commun;

3. Souscrit à la proposition visant à demander au Secrétaire général de garantir l'efficacité des mesures proposées ici, moyennant la création d'un groupe interinstitutions chargé de coordonner les programmes des diverses organisations qui traitent des problèmes spécifiques aux petites îles;

4. Accepte le plan d'action présenté dans le document LC/CAR/G.259 et instruit le secrétariat CEPALC/CDCC de mettre celui-ci en oeuvre dans le contexte de son programme de travail;

5. Instruit le secrétariat du CDCC d'examiner l'accès des pays non-indépendants des Caraïbes aux programmes et activités du Système des Nations Unies, dans le but d'identifier des secteurs au sein de ce système qui pourraient fournir à ces pays une aide technique ou autre destinée à promouvoir leur processus de développement;

6. Demande instamment au secrétariat de poursuivre l'examen dans le Système des Nations Unies et d'autres organisations et institutions de la question de l'aide spéciale aux petits pays insulaires;

7. Prie le secrétariat d'établir un rapport annuel sur les progrès effectués dans la mise en oeuvre de ce Plan d'action et les efforts faits pour continuer de sensibiliser la communauté internationale aux problèmes spécifiques des petits Etats insulaires.

25(XI) ADMISSION D'ARUBA EN QUALITE DE MEMBRE
ASSOCIE DU CDCC

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Prenant note de la communication présentée par le gouvernement d'Aruba au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes demandant son acceptation au sein du CDCC en qualité de membre associé,

Tenant compte du fait qu'Aruba a été accepté comme membre associé de la CEPALC lors de la vingt-deuxième session tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 27 avril 1988,

Rappelant la déclaration constitutive du CDCC dans laquelle il est reconnu que le Comité peut apporter une aide effective aux pays des Caraïbes dans leurs efforts d'intégration et dans la promotion d'une coopération mutuelle bénéfique à leur développement économique et social,

1. Accueille favorablement la demande présentée par le gouvernement d'Aruba;

2. Décide d'admettre Aruba en qualité de membre associé du CDCC et se félicite de sa participation aux travaux du Comité.

26(XI) ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CDCC

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant la Résolution 358(XVI) de la CEPALC, qui a instauré le Comité de développement et de coopération des Caraïbes comme organisme de coordination et de consultation pour les activités relatives au développement et à la coopération dans les Caraïbes,

Rappelant d'autre part l'utilité et l'importance du CDCC en tant que véhicule des activités de promotion, de coordination et de coopération entre pays des Caraïbes et entre ceux-ci et les pays en développement situés hors de la région,

Rappelant la nécessité pour les Etats membres de voir leurs besoins et leurs priorités se réfléchir dans les actions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes afin que celui-ci favorise effectivement la collaboration au sein des Caraïbes,

1. Convient qu'il soit notamment tenu compte des recommandations formulées par le Ministre des relations extérieures et du commerce international de la Trinité-et-Tobago, en sa qualité de président sortant du CDCC et de président du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM dans l'étude des progrès et des activités du CDCC;

2. Demande au Comité de surveillance de superviser la mise en oeuvre de ces propositions et d'en faire rapport aux Etats membres, au moins deux mois avant la tenue de la douzième session du CDCC.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Chef de délégation: M. Molwyn M. Joseph,
Ministre des relations extérieures

BAHAMAS

Chef de délégation: Mme Catherine M. Benjamin,
Premier Sous-Secrétaire,
Ministère des relations extérieures

BARBADE

Chef de délégation: M. Calvin Niles,
Conseiller,
Barbados High Commission,
Trinité-et-Tobago

CUBA

Chef de délégation: M. Pedro Morales Carballo
Directeur Comité d'Etat de
collaboration économique

M. Ramiro León Torras

GRENADE

Chef de délégation: M. Denneth M. Modeste,
Secrétaire permanent,
Ministère des relations extérieurs,
Botanical Gardens,
Saint George's

HAITI

Chef de délégation: M. Wilner Dessources,
Commissaire général Promotion nationale
et Administration publique

Mme Marie-Josée Georges Garnier
M. Jean Ricot Dormeus

JAMAIQUE

Chef de délégation: Mme Cordell Wilson,
Directeur Adjoint,
Division économique,
Ministère des relations extérieures,
du commerce et de l'industrie

M. Lorne McDonnough

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Chef de délégation: M. Virgilio Gautreaux Piñeyro,
Chef de Division du Département
de la dette extérieure,
Banque centrale

Mlle. Arelis de los Santos

SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES

Chef de délégation: M. Hugh Heyliger,
Ministre de l'agriculture, des terres,
du logement et du développement,
Siège du gouvernement,
Basseterre

SAINTE-LUCIE

Chef de délégation: M. Charles S. Flemming,
Chargé d'Affaires,
Mission Permanente de Sainte-Lucie
auprès des Nations Unies,
New York

TRINITE-ET-TOBAGO

Chef de délégation: M. Sahadeo Basdeo,
Ministre des relations extérieures et
du commerce international,
Queen's Park West

M. Manniram Rambissoon

A. Membres associés

ANTILLES NEERLANDAISES

Chef de délégation: Mme Maria Liberia-Peters,
Premier Ministre

Mme Lucita Moenir Alam
M. Fermin P. Coronel
M. Dennis Dare

ARUBA

Chef de délégation: M. Angel Bermudez,
Vice-Premier Ministre,
Ministère des transports et des communications

Mme Jeanette Semeleer
M. Hose Bernardo Theodoor Figaroa

ILES VIERGES AMERICAINES

Chef de délégation: M. Alexander Farrelly,
Gouverneur des îles Vierges américaines

Dr. Carlyle Corbin
Mme Judith Bourne
M. Gerard Emanuel
M. George Goodwin
Mme Donna Green
M. D. S. Padda

ILES VIERGES BRITANNIQUES

Chef de délégation: M. Lavity Stoutt,
Premier Ministre,
Road Town, Tortola

M. Otto O'Neal
M. Kenneth A. Williams

B. Observateurs

ANGUILLA

Chef de délégation: M. Emile Gumbs,
Premier Ministre

TURQUES ET CAIQUES

Chef de délégation: M. Oswald Skipping,
Ministre,
Grand Turk

M. Neville Anthony Adams

C. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Département des affaires politiques, de la coopération régionale, de la
tutelle et de la décolonisation

M. Kenneth Jordan, Spécialiste des affaires politiques,
New York

D. Organismes des Nations Unies

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

M. Nassau Adams, Directeur Adjoint,
ECDC Division, Genève

E. Institutions spécialisées

Organisation internationale du travail (OIT)

M. Ian Chambers, Directeur,
Bureau de l'OIT pour les Caraïbes, Trinité

Organisation maritime internationale (OMI)

Capitaine W. R. Rial, Conseiller en sécurité maritime,
OMI, Trinité-et-Tobago

Union internationale des télécommunications (UIT)

M. Joseph M. F. Kennedy, Représentant régional (Assistance technique), UIT, Honduras

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

M. Mervyn Claxton, Représentant de l'Unesco dans les Caraïbes, Jamaïque

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

M. Peter Ryan, Chef du Bureau de l'ONUDI, Barbade

F. Autres organismes intergouvernementaux

Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)

M. Louis A. Wiltshire, Secrétaire général adjoint
Mme Desirée Field-Ridley, Conseiller des affaires économiques
Mme Maxine Harris, Adjoint du Spécialiste en relations extérieures

Organisation des Etats des Caraïbes orientales

M. Silbourne St. A. Clarke, Coordinateur CEPALC/CDCC-OECO

G. CEPALC

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

M. Gert Rosenthal
M. Clyde Applewhite
M. Daniel Blanchard
M. Lancelot Busby
Mme Barbara Boland
Mme Sonia Cuares
Mme Sylvia Gutiérrez
M. Trevor Harker
Mme Wilma Primus
M. Horacio Santamaría
M. Donatus St. Aimée

Annexe II

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. SAHADEO BASDEO, MINISTRE DES
RELATIONS EXTERIEURES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL DE
LA TRINITE-ET-TOBAGO ET PRESIDENT SORTANT DU COMITE
DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES
(CDCC), A LA ONZIEME SESSION

Votre Excellence M. Alexander Farrelly, Gouverneur des îles Vierges américaines,
Mme Maria Liberia-Peters, Premier Ministre des Antilles néerlandaises,
Messieurs les Ministres et Délégués,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais, en tant que Président sortant du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, être le premier à adresser mes félicitations à Son Excellence M. Alexander Farrelly, pour son élection en tant que Président de la onzième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. C'est pour nous un très grand plaisir de nous rencontrer ce matin dans un endroit aussi agréable, ce qui, j'en suis convaincu, contribuera très certainement au succès de nos délibérations. Je remercie le gouvernement et le peuple des îles Vierges américaines de leur hospitalité et des installations excellentes qu'ils ont mis à notre disposition. Je souhaiterais également féliciter les autres membres du bureau et leur offrir l'appui de ma délégation dans la conduite des travaux de cette réunion.

Permettez-moi également de souhaiter la bienvenue à M. Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui assiste pour la première fois à une réunion du CDCC. J'adresse le même souhait aux membres de la délégation d'Aruba, qui ont participé aux travaux menés à l'échelon technique de cette réunion, avant leur admission en tant que membres associés du CDCC. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago se réjouit de votre participation et de l'apport que représente votre admission aux travaux du Comité.

Mesdames et Messieurs, au cours de ces trois dernières années, la Trinité-et-Tobago a occupé la Présidence du CDCC et occupe actuellement le poste de Président du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM. C'est en cette double qualité que je prends la liberté, ce matin, de formuler certains commentaires sur les progrès accomplis par le CDCC au cours de cette période.

Vous vous souviendrez peut-être que la dixième session du CDCC a été effectuée l'année dernière à Port-of-Spain, à la Trinité-et-Tobago, après une interruption d'un an au cours duquel aucune réunion n'avait été tenue. Il semblerait que nous ayons repris le rythme annuel des réunions et j'espère très sincèrement qu'il s'agit là d'un symptôme de l'intérêt positif porté au CDCC et au rôle qu'il est susceptible de jouer dans la recherche des solutions aux différents problèmes rencontrés par ses pays membres. Peut-être vous souvenez-vous également qu'au cours de la dixième session, la délégation de la Trinité-et-Tobago a posé la question de savoir si le manque de

disposition des membres pour participer à la réunion antérieure du CDCC, telle qu'elle avait été programmée au départ était le reflet, entre autres, d'une réaction négative à l'égard de notre organisation. Néanmoins, à juger par le nombre de participants à cette réunion, il semble évident que cela n'était pas le cas.

L'un des principaux objectifs du CDCC a toujours été et restera la promotion de la coopération entre ses membres, et en particulier entre les Etats membres et non-membres de la CARICOM. Les résultats obtenus par le Comité dans ce domaine n'ont peut-être pas été aussi positifs que nous l'aurions voulu. Il n'en faudrait pas pourtant négliger le CDCC. Bien au contraire, c'est aux Etats membres qu'il incombe de reformuler et d'adapter l'organisation de façon à ce qu'elle réponde davantage à nos besoins et à nos aspirations.

Mesdames et Messieurs les Délégués, d'aucuns pourraient penser que certains membres du Comité ne s'intéressent plus aux travaux de cet organisme. Certains estiment en effet que le Comité s'est éloigné de ses objectifs originaux. C'est à nous qu'il appartient de corriger cette opinion. Pour ce faire il est indispensable de poursuivre l'objectif original pour lequel le CDCC a été créé en 1975, à l'initiative, dans une large mesure, du gouvernement de la Trinité-et-Tobago et avec le soutien résolu des gouvernements des Caraïbes. Le Comité avait pour but, comme nous le savons tous, de servir de mécanisme de coopération et de coordination des intérêts des Caraïbes. Il a été conçu en tant qu'instance unique susceptible de promouvoir la coopération entre les pays des Caraïbes, qu'ils soient indépendants ou non-indépendants, dans le contexte plus large de l'Amérique latine. Le Comité a été créé dans le but d'établir un lien direct entre les pays des Caraïbes et le système de Nations Unies par le biais de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Potentiellement, il devait également servir d'organisation d'ensemble chargée d'étudier et de coordonner les différentes positions quant aux programmes et aux politiques mis en oeuvre par les Nations Unies dans les Caraïbes.

Telles étaient donc les fonctions qu'il fallait accomplir, compte tenu, notamment, du fait qu'il n'existait aucun autre organisme ou institution susceptible de fournir aux gouvernements des Caraïbes une vision globale des plans, des politiques et des programmes de toutes les organisations et institutions spécialisées des Nations Unies et de leur incidence et pertinence par rapport aux besoins de la région.

Messieurs les Délégués, le fait est que le CDCC n'a, semble-t-il, pas répondu à ces exigences. Il faut donc, par conséquent, procéder à une réorganisation des perspectives.

Nous devons donc nous attacher, au cours de cette réunion, à réorienter les objectifs. Les besoins et les priorités actuels des Etats membres doivent se refléter dans les travaux du CDCC, afin que celui-ci puisse se transformer en véhicule effectif de la collaboration au sein des Caraïbes. La Trinité-et-Tobago et d'autres pays de la CARICOM souhaiteraient que le CDCC mette d'avantage l'accent sur les aspects de coordination et de consultation et ne se limite pas à exécuter un programme. A cet effet, le secrétariat du Comité devrait, à mon avis, organiser périodiquement des réunions

interinstitutions afin de favoriser l'interaction et la consultation avec des organisations des Nations Unies, et notamment avec la CEPALC, ayant des programmes ou des projets concernant ou touchant les Caraïbes. A titre d'exemple, le CDCC pourrait travailler en contact étroit avec des organismes tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans les programmes qui intéressent les Caraïbes.

J'aimerais maintenant, mesdames et messieurs, passer du thème du fonctionnement du CDCC à celui de sa structure interne. Le fait que le secrétariat du CDCC fonctionne et soit profondément identifié au bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes est à la fois positif et négatif. Positif, parce que le CDCC dispose d'installations physiques et d'un personnel appartenant au bureau de la CEPALC. Mais cette situation présente un inconvénient sérieux. En effet, le bureau et le personnel de la CEPALC doivent répondre à la fois aux exigences du siège de la CEPALC à Santiago et à celles des Etats membres du Comité. Le rôle et la fonction du CDCC s'est, par conséquent, estompée. C'est donc la relation existant entre le bureau sous-régional de la CEPALC et le CDCC qu'il faut modifier. Le Comité devrait fonctionner de façon plus autonome, en particulier à l'égard du budget et de la programmation, ainsi que du système de présentation des rapports internes, qui devraient être complètement séparés de ceux du bureau sous-régional de la CEPALC. Conformément à la pratique établie au sein des Nations Unies pour les secrétariats des comités intergouvernementaux, le poste de secrétaire du Comité devrait appartenir, au moins, à la catégorie P5 et son mandat devrait être révisé. Le secrétaire devrait assumer la responsabilité globale de la réalisation des mandats du Comité et, pour ce faire, devrait pouvoir disposer d'un personnel indépendant de façon à pouvoir exercer ses fonctions de façon efficace.

A titre de mesure immédiate, et sous réserve des normes établies au siège des Nations Unies en matière de personnel, il faudra s'efforcer de remplir la plus grande quantité possible de postes vacants au bureau sous-régional de la CEPALC. Il est particulièrement important de remplir les postes les plus élevés et que les postes ayant été transférés au siège de la CEPALC à Santiago soient réaffectés au bureau de Port-of-Spain. De façon plus spécifique, le poste P5, qui, au départ, était occupé par le spécialiste en science et technique et était, à l'époque, attribué au Directeur adjoint du bureau de Port-of-Spain, a été transféré au siège de la CEPALC à Santiago. Ce poste devrait être réaffecté au bureau de Port-of-Spain et finalement attribué au Secrétaire du CDCC. J'aimerais préciser ici que nous ne nous opposons pas à une rotation du personnel entre le siège sous-régional à Port-of-Spain et le siège de la CEPALC à Santiago, mais qu'en aucune façon cette rotation ne doit conduire à la perte de ce poste.

Messieurs les Délégués, tout en maintenant la participation du Directeur du bureau sous-régional de la CEPALC aux mécanismes de présentation des rapports du secrétariat, il serait souhaitable qu'un autre membre du personnel, éventuellement un spécialiste des programmes, travaille exclusivement au niveau des territoires des Etats membres du CDCC. Compte tenu des besoins spécifiques des Caraïbes au sein de la région latino-américaine et des Caraïbes, un fonctionnaire du niveau du Secrétaire

exécutif adjoint de la CEPALC devrait être chargé d'une responsabilité spéciale pour les affaires relevant des Caraïbes. Ce spécialiste devrait être un ressortissant des Caraïbes de langue anglaise et devrait travailler, une fois nommé, en étroite collaboration avec le Secrétaire du CDCC.

Le Président du CDCC constitue un élément important pour le fonctionnement du Comité et devrait être en contact permanent avec le Secrétaire du Comité. Le Président devrait également convoquer des réunions semestrielles du Comité de surveillance afin de superviser plus étroitement le fonctionnement dudit Comité.

Mesdames et messieurs, il a été suggéré, d'autre part, que la portée du programme de travail du CDCC est d'une ampleur telle qu'il devient à la fois irréaliste et impossible à exécuter. A mon sens cette situation est le résultat, dans une large mesure, du manque de coordination, de personnel au niveau du secrétariat et de ressources financières. Comme je l'ai déjà signalé, et compte tenu de la nécessité de renforcer la coordination et la coopération, il conviendrait de réduire les programmes d'activité afin de tenir compte des nouvelles priorités établies par les Etats membres. Pour financer ce programme, les Etats membres, en collaboration avec l'Assemblée Générale des Nations Unies, devront réintroduire un budget-programme spécifique pour le CDCC de façon à ce que les ressources dont il pourra disposer soient clairement identifiées.

Messieurs les Délégués, le CDCC est une organisation intergouvernementale et, comme je l'ai déjà mentionné, c'est aux membres fondateurs qu'il appartient d'orienter les activités du secrétariat de façon à ce qu'il réponde à nos besoins. Le succès de toute entreprise visant à redonner un souffle nouveau au CDCC dépend, dans une large mesure, de la volonté de nos gouvernements d'orienter et de superviser les travaux du CDCC après lui avoir formulé clairement l'ensemble des priorités des Caraïbes. En tant que membres, nous devons être parfaitement conscients de l'existence du CDCC et du rôle qu'il peut jouer en matière de planification des politiques à l'échelon national et régional. Nous devons participer aux réunions de ce Comité de façon adéquate. En résumé, nous devons nous compromettre davantage vis-à-vis les activités quotidiennes du CDCC. Les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait, devront mettre sur pied une équipe spéciale de travail à l'échelon national, éventuellement en coordination avec leur Ministère des affaires étrangères et désigner un organisme national de coordination pour traiter des questions relatives au CDCC. Il faut également renforcer le contact direct entre les Etats membres et le secrétariat. Il conviendrait, pour ce faire, d'organiser des visites de consultation du secrétariat aux territoires du CDCC au moins une fois par an.

Mesdames et messieurs, les propositions que je viens de soumettre et qui visent à rajeunir et à ressusciter le CDCC sont le fruit de consultations effectuées auprès de mes collègues de la CARICOM qui les partagent pleinement. J'aimerais que tous les membres ici présents les examinent soigneusement dans le cadre de l'examen du point 10 de l'ordre du jour afin de pouvoir les concrétiser au plus tôt. J'insisterai sur le fait que la Trinité-et-Tobago considère le CDCC comme un mécanisme important de coopération et de coordination ainsi qu'un lien significatif entre les pays anglophones et non-anglophones des Caraïbes. Son utilité n'est pas en cause,

car il peut permettre de donner un vrai sens à la coopération au sein des Caraïbes et bénéficier ainsi tous ses membres. J'aimerais réitérer l'engagement de la Trinité-et-Tobago de faire tout ce qui est en son pouvoir, en collaboration avec tous les autres membres, pour remettre le CDOC sur la voie de l'efficacité et du succès.

Merci.

Annexe III

ALLOCUTION DE M. GERT ROSENTHAL, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA
CEPALC, A LA ONZIEME SESSION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT
ET DE COOPERATION DES CARAIBES (CDCC)

Monsieur le Gouverneur des îles Vierges américaines,
Monsieur le Président,
Messsieurs les Délégués,
Chers Collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais d'abord exprimer ma satisfaction de participer à cette réunion des Etats membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. Il s'agit, pour le Secrétariat de la CEPALC, d'une splendide occasion de mettre en pratique l'un de ses principaux mandats, à savoir encourager la coopération internationale, en l'occurrence, aux échelons sous-régional, régional et international. Le CDCC nous permet de renforcer la coopération au sein des Caraïbes, et constitue également le principal instrument permettant à la CEPALC de confirmer le principe selon lequel les intérêts communs existant entre les peuples des Caraïbes et ceux du reste de l'Amérique latine l'emportent de loin sur les différences qui, en apparence, pourraient les séparer. En outre, cette réunion m'offre la possibilité d'entrer en contact avec les dirigeants des petits pays insulaires membres de la CEPALC et, dans le même temps, avec certains territoires non-autonomes qui ont une participation active au sein du CDCC sans être membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

J'aimerais citer, à cet égard, l'exemple des îles Vierges américaines. Ce Comité joue un rôle très important en permettant la participation des territoires non-autonomes aux activités des Nations Unies. C'est pourquoi nous accordons la plus haute importance au fait que cette réunion soit tenue à St. Croix. Je voudrais remercier le Gouverneur et les autres autorités du territoire d'avoir mis à notre disposition ces installations splendides et confortables. Je suis sûr que cette ambiance contribuera au succès de la réunion.

J'aimerais en outre exprimer notre gratitude au délégué de la Trinité-et-Tobago, et par ses bons offices, le Ministère des relations extérieures et du commerce international, du soutien permanent qu'il prête au CDCC et au secrétariat, en particulier depuis que son pays a assumé la Présidence du CDCC.

Enfin, et surtout, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour souhaiter la bienvenue à Aruba, Etat qui a été admis en tant que membre associé de la CEPALC en avril dernier et qui est désormais membre de ce Comité.

Monsieur le Président,

Vous vous souviendrez qu'aux termes des dispositions de la résolution portant création du CDCC, l'un des mandats de ce dernier était de servir d'organe consultatif du Secrétaire exécutif de la CEPALC. J'aimerais, par conséquent, saisir l'occasion pour amorcer un dialogue sur certaines questions fondamentales du développement des Caraïbes et sur la façon dont la CEPALC peut contribuer, dans la mesure de ses moyens, à relever les défis posés par ces problèmes. Je voudrais, en premier lieu, faire référence à la nature de ces problèmes et, ensuite, préciser le rôle que doivent jouer à la CEPALC en général, et le CDCC en particulier.

Il est certes fâcheux, Monsieur le Président, que, comme je l'ai mentionné plus haut, l'une des choses que partagent les pays des Caraïbes, tant ceux de langue anglaise que d'autres langues, et le reste de l'Amérique latine soit précisément le contexte négatif de l'évolution économique dans les années 1980. Le dénominateur commun est à chercher dans l'économie internationale dont les effets sont venus s'ajouter aux problèmes de type intérieur.

Il va sans dire que l'incidence de ces facteurs extérieurs varie selon les pays. C'est ainsi, par exemple, que le problème de l'endettement est moins grave pour les plus petits pays insulaires que pour la plupart des pays de l'Amérique latine. Néanmoins, le fléchissement du prix des produits de base, l'insuffisance des entrées de capital et l'instabilité du contexte économique international sont des éléments communs à presque tous les pays. C'est pourquoi on peut raisonnablement affirmer que les petits pays à vocation exportatrice ont été, comme la plupart des membres du CDCC, particulièrement touchés par cette situation, compte tenu, notamment, de la croissance soutenue de leur population. Les facteurs qui sont à l'origine de la récession prolongée dont l'Amérique latine et les Caraïbes sont victimes ont été abordés dans de nombreux documents élaborés par la CEPALC au cours de ces dernières années; c'est pourquoi je ne reviendrai pas sur ce point. Un examen plus particulièrement axé sur les Caraïbes de langue anglaise est inclu dans une excellente étude récemment élaborée par le secrétariat du Commonwealth de la CARICOM sur le Caribbean Development to the year 2000. Selon cette étude, qui vient confirmer notre propre impression, l'ensemble des variables économiques normales en matière d'évolution du développement font état d'une situation dramatique.

Il me semble donc important de souligner ici qu'en Amérique latine, tout comme dans les Caraïbes, l'une des principales exigences consiste, actuellement, à reprendre la voie du développement économique et à considérer le développement comme le principal objectif de la région. Certains aspects spécifiques tels que l'amélioration de la compétitivité sur le plan international, la modernisation du système de production, l'amélioration des services sociaux, la lutte contre l'extrême pauvreté et la promotion d'une croissance soutenue à la lumière des contraintes environnementales, sont également des sujets communs à tous nos pays membres, et je pense que nous sommes en mesure de jouer un rôle utile dans la solution de ces problèmes. Nous pouvons également affronter certaines difficultés plus spécifiques du développement, telles qu'elles sont signalées dans les documents soumis dans cette réunion dans le cas des petits Etats et territoires insulaires.

Je souhaiterais maintenant aborder la question de savoir comment la CEPALC en général et le CDCC en particulier peuvent aider de façon efficace les Etats membres à surmonter les contraintes faisant obstacle à leur développement. Conformément à la résolution qui a porté création de la Commission, la principale responsabilité de cette dernière est d'aider les Etats membres à élever le niveau de vie dans la région. Les efforts que nous déployons pour atteindre cet objectif se présentent sous différentes modalités: en encourageant la coopération entre les pays, en fournissant certains services d'assistance technique et de formation, en suivant de près l'évolution économique de nos pays membres et en proposant des solutions à certains problèmes spécifiques. Ce qui donne à la CEPALC un caractère propre, du moins à mon sens, est précisément la capacité dont elle a fait preuve dans le passé d'aborder le développement économique du point de vue de nos mandants, à savoir, de l'Amérique latine et les Caraïbes. En d'autres termes, l'apport de la CEPALC a été de contribuer à réduire l'écart entre la pensée économique et la réalité de la région, créant ainsi une sorte d'école de pensée économique.

Naturellement, il serait téméraire de notre part de vouloir offrir une recette universelle pour le développement, ce qui serait d'ailleurs impossible car les stratégies de développement doivent tenir compte des caractéristiques spécifiques de chaque pays et s'adapter à un contexte en constante évolution. Notre intention est plutôt de favoriser un débat sur la façon d'aborder le développement, à la lumière de la réalité complexe et changeante des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes et du monde qui les entoure. C'est la raison pour laquelle nous consacrons des ressources considérables à la recherche et nous nous efforçons de comprendre des réalités aussi hétérogènes, de façon à compléter les activités de notre programme de travail et à les concrétiser davantage.

Pour faire honneur aux mandats dont nous avons été investi, il est particulièrement important que le secrétariat agisse en coopération avec les Etats membres. Au sein de la CEPALC qui, comme vous le savez, réunit 40 membres à part entière et cinq membres associés de la région et du monde industrialisé, le principal organe décideur est l'organisme intergouvernemental alors que le secrétariat, comme dans tous les autres organisations internationales, est l'organe exécutif, qui est chargé de mettre en pratique les décisions adoptées. Tel est le modèle que nous avons tenté d'appliquer dans les Caraïbes par le biais de l'instance intergouvernementale réunie ici aujourd'hui, qui reçoit l'assistance de notre secrétariat, représenté dans les Caraïbes par notre bureau à Port-of-Spain, dirigé, avec compétence, par M. Clyde Applewhite.

J'aimerais ici formuler quelques commentaires sur la façon dont nous envisageons le rôle du CDCC, en tant qu'organe auxiliaire permanent de la CEPALC et en tant qu'instance sous-régionale de droit. Il n'est pas superflu de rappeler ici que conformément au règlement, la principale fonction du Comité est celle d'une instance de coordination pour toutes les activités liées au développement et à la coopération ayant été approuvées. En d'autres termes, ce sont les Etats membres qui ont le dernier mot quant à la définition des priorités et à l'orientation des activités et du programme de travail du secrétariat. C'est au secrétariat qu'il incombe de prendre des initiatives et de formuler de propositions susceptibles de concrétiser ces

principes directeurs et c'est également à nous qu'il appartient de les mettre en oeuvre. Nous sommes tout à fait conscients du fait que les institutions internationales les plus efficaces sur le plan des résultats sont précisément celles où l'organe exécutif obéit strictement aux intérêts des Etats membres.

A cet égard, chaque réunion du CDCC offre, à mon sens, l'occasion de redéfinir son rôle, ou du moins de le préciser. Si l'on envisage son rôle dans son sens le plus large, y compris celui d'encourager la coopération entre les Caraïbes et les autres pays de l'Amérique latine, cette instance est notre plus importante "caisse de résonance", celle qui nous permet de tenir compte des problèmes propres aux Caraïbes dans le programme de travail global de la CEPALC et d'envisager de façon constructive des mesures spécifiques propres à promouvoir la coopération et à renforcer les intérêts communs. En sa qualité d'instance pluraliste, cet organisme nous permet de mener des activités propres à renforcer la coopération au sein des Caraïbes, dans une vaste gamme de domaines qui, en l'occurrence, sont définis, dans les grandes lignes, dans l'ordre du jour et les documents d'appui présentés dans cette réunion. Finalement, le CDCC présente l'intérêt de regrouper parmi ses membres plusieurs pays qui font également partie d'autres arrangements de coopération à l'échelon sous-régional, tels que la Communauté des Caraïbes et l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales que, par ailleurs, notre secrétariat est disposé à aider de toutes les façons possibles. Les pays membres de ces organisations peuvent participer au CDCC en fonction de leurs intérêts communs, afin de catalyser de nouvelles initiatives, et de consolider les importantes relations de collaboration au sein des Caraïbes.

D'aucuns prétendront que la nature hétérogène du CDCC constitue un frein à un fonctionnement adéquat. Nous affirmons, au contraire, que l'hétérogénéité présente des aspects positifs. La région des Caraïbes est caractérisée par une grande richesse du point de vue de la diversité linguistique, raciale, culturelle et économique, qui constitue, dans une large mesure, la base de l'originalité et du dynamisme de la sous-région. Il n'existe pas, de toute évidence, de formule unique pouvant être appliquée de façon uniforme à un groupe aussi varié de pays, comme le sont les membres du CDCC. L'hétérogénéité est, en tout état de cause, le prix de l'universalité qui constitue également l'une des qualités les plus remarquables de l'Organisation de Nations Unies. En effet, c'est précisément en raison de la nature hétérogène du CDCC qu'il faut préférer des propositions pratiques et pertinentes de coopération limitée aux plans ambitieux de coordination totale dont les perspectives du succès sont loin d'être assurées.

Il ne faudrait cependant pas croire qu'il suffit, pour mener à bien les résolutions du CDCC, de mettre en pratique les mandats adoptés. Il existe, par exemple, certaines contraintes réelles qui risquent de compromettre l'effectivité du CDCC en tant qu'organisme et également celle du secrétariat. Certaines de ces contraintes relèvent du proverbe populaire: "avoir les yeux plus grands que le ventre" et d'autres, de la sage affirmation de Whitehall selon laquelle toute proposition de dépense peut être accompagnée de l'identification de la source de financement correspondante.

En ce qui concerne la première catégorie de contraintes, nous n'ignorons point que les tâches de l'Organisation des Nations Unies ont augmenté de façon exponentielle au cours de ces dernières décennies. Cela implique, entre

autres phénomènes, un besoin d'une plus grande cohérence et aussi de programmes à l'échelle universelle. Face à cette tendance le Comité pourrait vouloir aborder toutes les activités actuellement couvertes dans le cadre du système de l'Organisation des Nations Unies, ce qui, bien entendu, risquerait de compromettre la capacité de réponse du secrétariat et, à la longue, affaiblir le CDCC. Il semble plus utile d'aborder le domaine du partiel et par conséquent du possible. En ce qui concerne le deuxième aspect, comme vous le savez, le fonctionnement actuel de l'Organisation des Nations Unies est caractérisé par une série de restrictions financières. A cet égard, le bureau de la CEPALC à Port-of-Spain a déjà subi certaines répercussions négatives de cette situation, bien que dans une mesure moindre que l'ensemble de la CEPALC laquelle, à son tour, a relativement moins souffert que le siège des Nations Unies. J'ai récemment abordé le problème de l'incidence de ces restrictions sur la question du personnel dans un échange de correspondance récent avec le Président du CDCC dont, je pense, une copie a été distribuée aux membres de ce Comité. C'est pourquoi, plutôt que d'essayer d'exécuter des mandats trop ambitieux, nous nous efforçons de mener à bien des programmes de travail réalistes et, dans le même temps, de chercher de nouvelles sources de financement. J'espère que les Etats membres nous aideront dans cette démarche, étant donné que l'organisme donateur, comme cela est parfaitement compréhensible, exige que les ressources octroyées soient consacrées à la satisfaction des besoins prioritaires de la région. On pourrait citer, à titre d'exemple concret, l'intensification des activités de formation réalisées par le bureau de la CEPALC à Port-of-Spain ainsi qu'un effort plus concerté pour améliorer l'élaboration des indicateurs macroéconomiques dans tous les pays membres du CDCC.

De toute façon, j'aimerais réaffirmer l'engagement du secrétariat de répondre à vos préoccupations de la meilleure façon possible. Le programme de travail du bureau de la CEPALC à Port-of-Spain est entièrement consacré à cette sous-région et, dans une large mesure, à appuyer les activités du CDCC. Ce bureau dispose de pouvoirs élargis sur le plan administratif et organique afin de mener à bien ses fonctions. C'est ainsi, par exemple, que les crédits accordés au bureau de Port-of-Spain sont directement affectés par le siège des Nations Unies à New York; les consultants et les membres du personnel des services généraux sont engagés directement à Port-of-Spain, et le bureau possède toutes les facultés pour chercher le financement extra-budgétaire nécessaire. En outre, les autres membres du Secrétariat de la CEPALC fournissent une assistance de plus en plus active au bureau de Port-of-Spain, assistance qui sera renforcée dans l'avenir grâce à la participation, à Santiago, d'un membre permanent du personnel de notre bureau des Caraïbes dont la présence permettra de préciser les perspectives sous-régionales et de fournir les données requises par les activités menées à l'échelon régional.

Monsieur le Président, j'espère que les commentaires que j'ai formulé ici sur les questions liées au développement et sur la façon de permettre au CDCC d'être mieux à même de répondre à ces problèmes, contribuera au dialogue que j'ai mentionné au début de mon allocution. En effet, seul ce type d'échange de vues permettra à la onzième session du CDCC d'aboutir à une définition d'un programme de travail adéquat.

Les circonstances négatives auxquelles la sous-région doit faire face, aggravées par les dernières catastrophes naturelles que nous déplorons profondément, posent un certain nombre de défis qui devraient stimuler notre volonté de surmonter les obstacles freinant le développement. Ce Comité et la CEPALC sont, j'en suis convaincu, en mesure de jouer un rôle extrêmement constructif à la réalisation de cet objectif.

Merci.

Annexe IV

LISTE DES DOCUMENTS

LC/CAR/G.236/Rev.1	Medium-term plan 1990-1995 Plan de Mediano Plazo 1990-1995 Plan à moyen terme 1990-1995
LC/CAR/G.241/Rev.1 et LC/CAR/G.241/Rev.1/Add.1	Draft summary of the proposed work programme output for the 1990-1991 biennium
LC/CAR/G.255	An evaluation of economic performance of Caribbean countries with specific reference to the genesis and evolution of the external debt
LC/CAR/G.256	Draft provisional agenda
LC/CAR/G.256/Add.1	Annotated provisional agenda Temario provisional anotado Ordre du jour provisoire annoté
LC/CAR/G.257	Implementation of the work programme of the Caribbean Development and Co-operation Committee (CDCC) 1987-1988 Ejecución del programa de trabajo del Comité de Desarrollo y Cooperación del Caribe (CDCC) 1987-1988 Mise en oeuvre du programme de travail du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) 1987-1988
LC/CAR/G.258	Work programme of the ECLAC Subregional Headquarters for the Caribbean for the Second Period of the 1988-1989 biennium Programa de trabajo de la Subsele Regional para el Caribe de la CEPAL para el segundo período del bienio 1988-1989 Programme de travail du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes pour la seconde moitié de l'exercice biennal 1988-1989
LC/CAR/G.259	Programme of Action for Small Island States

LC/CAR/G.260

Action taken on CDCC resolutions and those of ECLAC, ECOSOC and the United Nations General Assembly with implications for the CDCC

Acciones tomadas con respecto a las resoluciones del CDCC y resoluciones de la CEPAL y otros organismos de las Naciones Unidas que traen consecuencias para el CDCC

Actions relatives aux résolutions du CDCC, de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des incidences sur le CDCC.

Annexe V

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS CE DOCUMENT

ACP	African, Caribbean and Pacific (States) Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
CAGRIS	Caribbean Agricultural Information System Système d'information pour l'agriculture dans les Caraïbes
CARDI	Caribbean Agricultural Research and Development Institute Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes
CARICOM	Caribbean Community Communauté des Caraïbes
CARISPLAN	Caribbean Information System for Economic and Social Planning Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale
CCST	Caribbean Council for Science and Technology Conseil des Caraïbes pour la science et la technique
CDC	Caribbean Documentation Centre Centre de documentation des Caraïbes
CDOC	Caribbean Development and Co-operation Committee Comité de développement et de coopération des Caraïbes
CDS/ISIS	Computerized Documentation Services/ Integrated Set of Information Systems Services de documentation informatisés/ Réseau intégré de systèmes d'information
CELADE	Centro Latinoamericano de Demografía Latin American Demographic Centre Centre latino-américain de démographie
ECDC CEPD	Economic Co-operation among Developing Countries Coopération économique entre pays en développement
ECLAC CEPALC	Economic Commission for Latin America and the Caribbean Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
FAO	Food and Agriculture Organization Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDRC CRDI	International Development Research Centre Centre de recherches pour le développement international

IICA	Inter-American Institute for co-operation on agriculture Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ILO OIT	International Labour Organisation Organisation internationale du travail
ILPES	Instituto Latinoamericano y del Caribe de Planificación Económica y Social Latin American and Caribbean Institute for Economic and Social Planning Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
IMF FMI	International Monetary Fund Fonds monétaire international
IMO OMI	International Maritime Organization Organisation maritime internationale
ITU UIT	International Telecommunications Union Union internationale des télécommunications
LABORDOC	Data base of the ILO Library in Geneva Base de données de la bibliothèque de l'OIT à Genève
NGO ONG	Non-Governmental Organization Organisation non-gouvernementale
OECS OECO	Organization of Eastern Caribbean States Organisation des Etats des Caraïbes orientales
REDATAM	Recuperación de datos para áreas pequeñas por microcomputador Retrieval of data for small areas by microcomputers Recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur
SELA	Latin American Economic System Système économique latino-américain
TCDC CTPD	Technical Co-operation among Developing Countries Coopération technique entre pays en développement
TOKEN	Transfer of Knowledge through Expatriate Nationals Transfer des connaissances par l'intermédiaire des expatriés
UNCTAD CNUCED	United Nations Conference on Trade and Development Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNCTC	United Nations Centre on Transnational Corporations Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales

UNDP	United Nations Development Programme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNEP	United Nations Environment Programme
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	United Nations Population Fund
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UWI	University of the West Indies
UIO	Université des Indes occidentales
WIPO	World Intellectual Property Organization
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle